

PROMÉTHÉE

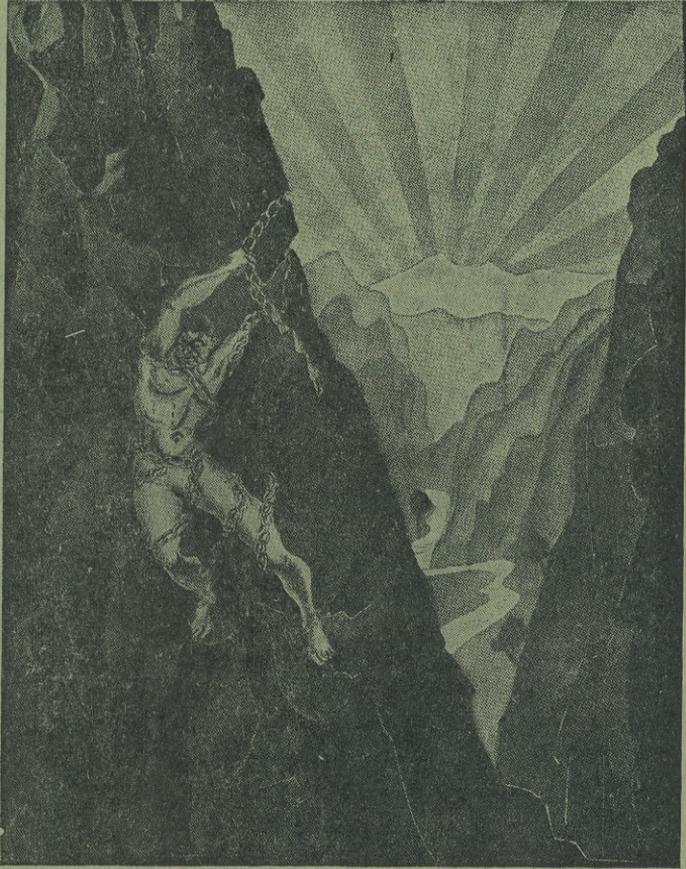
Revue Mensuelle

Le Numéro } FRANCE : 3 fr.
 } ÉTRANGER : 5 fr.

ABONNEMENT

Un an..... 30 francs.

ÉTRANGER 50 francs.



Organe de
défense nationale
des Peuples
du

CAUCASE

Géorgie
Azerbaïdjan
Caucase du Nord

de l'UKRAINE et du TURKESTAN

Directeur : Georges GVAZAWA

SOMMAIRE

La définition de l'agresseur.....	Jean MARTIN
Amitié douteuse.....	N. J.
Le bolchevisme est un phénomène russe.....	MIR
La patrie Ukrainienne et les Cosaques Zaporogues	R. TISSERAND
Exécutions soviétiques.....	I. TCHOULIK
Aperçu de la lutte de Tatars de l'Idel-Oural.....	ISHAKI
Revue de la Presse.....	***
Conférence de M. Dadechkeliani.....	G.

CHRONIQUE

Caucase du Nord. — Ukraine. — Géorgie.

DIRECTION & ADMINISTRATION :
4, Villa Malakof — PARIS (16°)



PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

LA DÉFINITION DE L'AGRESSEUR

Le projet de déclaration que la délégation soviétique a proposé à l'attention de la Commission générale du désarmement a suscité un vif intérêt dans le monde international qui gravite autour de la Conférence de Genève.

Qu'allait dire l'U. R. S. S. de la sécurité, de la réduction des armements, du droit des peuples à l'indépendance, des garanties à leur donner contre toute agression venant du dehors ? Les paroles prononcées par Litvinov sont celles d'un bon berger qui veut mettre les brebis à l'abri des loups. Voyons tout d'abord les considérants de sa déclaration :

La Commission générale,

Estimant nécessaire, dans les intérêts de la sécurité générale et pour faciliter l'accord sur la réduction maximale des armements, de définir aussi exactement que possible la notion d'agression afin de prévenir tout prétexte pour la justification de celle-ci,

Reconnaissant à tous les Etats un droit égal à l'indépendance, à la sécurité et à la défense de leur territoire.

Animée du désir, dans les intérêts de la paix générale, d'assurer à tous les peuples le droit de se développer librement de la façon qui leur convient et suivant la cadence qu'ils jugent nécessaire, et de sauvegarder dans ce but de la façon la plus absolue leur sécurité, leur indépendance et l'inviolabilité de leur territoire, ainsi que leur droit de se défendre contre toute attaque ou toute invasion venant du dehors, mais cela uniquement dans les limites de leurs propres frontières, et

Jugeant indispensable de fournir les directives nécessaires aux organismes internationaux pouvant être appelés à déterminer la partie coupable d'agression...

Ces considérants s'inspirent du plus beau libéralisme international; en reconnaissant « à tous les peuples le droit de se développer librement de la façon qui leur convient », et en se proposant de « sauvegarder dans ce but de la façon la plus absolue leur sécurité, leur indépendance et l'inviolabilité de leur territoire », les Soviets prêchent, devant le forum international de Genève, la politique la plus sage. Il y a treize ans déjà, le 7 mai 1920, le gouvernement bolchéviste, s'inspirant des mêmes idées

généreuses, concluait avec le gouvernement de la Géorgie un traité dont voici l'article premier :

Se basant sur le droit de tous les peuples, proclamé par la république socialiste fédérative soviétique russe, de disposer librement d'eux-mêmes, jusques et y compris la séparation totale de l'Etat dont ils font partie, la Russie reconnaît sans réserves l'indépendance et la souveraineté de l'Etat géorgien et renonce de plein gré à tous les droits souverains qui appartenaient à la Russie à l'égard du peuple et du territoire géorgiens.

On remarquera — et l'on admirera sans doute — la continuité de cette politique, puisqu'on retrouve, dans la déclaration de M. Litvinov, exactement les mêmes principes que dans le traité russo-géorgien. Les textes se suivent et se ressemblent. Et les actes ? Malheureusement les actes ont creusé un fossé profond entre le traité de 1920 et la déclaration de 1933. A la fin de janvier 1921, comme l'a rappelé M. le professeur Edgard Milhaud dans la remarquable brochure qu'il a consacrée à *La Géorgie, la Russie et la S. d. N.*, « les armées de la République soviétique russe pénètrent en Géorgie, et après six semaines de lutte désespérée de la part d'un peuple de trois millions qui se trouve aux prises avec les armées d'un peuple de plus de cent millions d'êtres humains, la Géorgie est écrasée et subit le régime de l'occupation militaire. »

Que pense l'U. R. S. S. d'actes de ce genre ? Il suffit, pour s'en rendre compte, de consulter à nouveau le projet de déclaration présenté par M. Litvinov, au nom de l'U.R.S.S. Voici ce que nous y trouvons :

Déclare :

Sera reconnu pour agresseur dans un conflit international l'Etat qui le premier aura commis l'une des actions suivantes :

A. *Qui aura déclaré la guerre à un autre Etat.*

B. *Dont les forces armées, même sans déclaration de guerre, auront envahi le territoire d'un autre Etat.*

C. *Dont les forces terrestres, navales ou aériennes auront bombardé le territoire d'un autre Etat ou auront sciemment attaqué les navires ou les aéronefs de ce dernier.*

D. *Dont les forces terrestres, navales ou aériennes auront été débarquées ou introduites dans les confins d'un autre Etat sans l'autorisation du gouvernement de ce dernier ou auront violé les conditions d'une pareille autorisation, particulièrement en ce qui concerne la durée ou l'extension de la région de leur séjour.*

E. *Qui aura établi le blocus naval des côtes ou des ports d'un autre Etat.*

« Sera reconnu comme agresseur l'Etat dont les forces armées, même sans déclaration de guerre, auront envahi le territoire d'un autre Etat » : dans son conflit de 1920 avec la Géorgie, l'U. R. S. S., de son propre aveu en 1933, a été l'agresseur. Mais, nous dira-t-on, elle invoqua pour tenter de justifier son attentat international, des troubles imaginaires qui auraient d'après elle régné alors dans le Caucase ? Ce qu'il y a de plus admirable, c'est que, pour éviter que d'autres lui fassent ce qu'elle a fait à la Géorgie, l'U. R. S. S. prohibe dans sa déclaration toute excuse de ce genre : « Ne pourra, dit-elle, servir de justification à

l'agression la situation intérieure d'un Etat quelconque, soit par exemple... des mouvements révolutionnaires ou contre-révolutionnaires, guerre civile, troubles ou grèves ».

La déclaration de M. Litvinov condamne de la façon la plus éloquente et la plus nette toute la politique suivie depuis janvier 1921 par l'U. R. S. S. contre la nation géorgienne qui demandait « à se développer librement de la façon qui lui convenait », en « sauvegardant son indépendance et l'inviolabilité de son territoire ».

JEAN MARTIN,

Directeur du Journal de Genève.

Amitié douteuse

C'est le titre de l'article que publie dans l'Echo de la Lutte, M. Noë Jordania. Il montre avec sa vigueur incisive toute la valeur du pacte de non-agression franco-soviétique.

Au mois de février dernier, a eu lieu la ratification du Pacte de non-agression franco-soviétique. Le moment est venu de nous y arrêter et d'y retenir l'attention de nos lecteurs.

Pourquoi et pour qui ce pacte de non-agression était-il nécessaire ? Les parties contractantes n'ont pas de frontières communes et l'une ne peut pas attaquer l'autre. La France qui a dans son voisinage des puissances qui peuvent l'envahir n'a pas cru nécessaire de conclure avec elles un pareil pacte. Pour elle, aussi bien que pour les autres, le pacte Briand-Kellogg apparaît à juste titre comme parfaitement suffisant pour la sauvegarde de la paix. Entre la France et la Russie, il n'existe ni différends territoriaux, ni problèmes graves, il est donc devenu nécessaire de compléter le pacte Briand-Kellogg par un accord spécial. Cette double obligation ne s'explique pas du fait de voisinage des Etats limitrophes de la Russie soviétique car la Roumanie, dont la situation est la plus dangereuse, ne l'a pas encore signé. La position prise par ces Etats est claire : ils ne contestent rien à Moscou pourvu que Moscou ne soulève quelque contestation contre eux. C'est justement cette sorte de contestation qui a contraint la Roumanie à renoncer au pacte.

Le pacte était uniquement nécessaire à Moscou et il l'est encore pour sortir de l'abîme où il est acculé. Il a suffisamment brouté en Allemagne, exporté tout ce qu'il pouvait y prendre et, en échange, il y a laissé des traites qu'il n'est pas en mesure de payer par ses propres moyens. Rapallo l'a sauvé et l'a soutenu jusqu'à ce jour. Maintenant, un nouveau Rapallo a paru nécessaire, un nouveau pâturage sur le sol français et un règlement de la dette allemande par la créance française. Il est vrai que la France a laissé des milliards en Russie; il est douteux que de nouveaux milliards soient jetés dans ce tonneau sans fond. N'empêche que des courtiers apparaissent, que des intermédiaires, des personnages intéressés, des agents de Moscou se mettent à l'œuvre et dans les coulisses le travail commence, travail des plus actifs. Et soudain, d'une façon inat-

33779

tendue, il y a un an de cela, le mystère s'est dévoilé et le pacte a surgi tout prêt. Puis est venue l'indécision; l'affaire traîne, le doute dans son efficacité se fait jour, le temps passe et l'acte s'immobilise. Mais Moscou ne dort pas... La fortune sourit : à la fin du mois de novembre, M. Herriot, leader du parti radical-socialiste, signe le pacte et le prépare pour la ratification. Ce Saül, transformé en Paul, se présente alors au public et se met à défendre son œuvre dans la presse et les réunions.

Ces faits confèrent au pacte un nouvel aspect. Il perd ses raisons commerciales et devient un facteur politique. Si jusqu'à présent le commerce avec les anthropophages, tant admiré par Lloyd George, avait été étendu aux bolcheviks, maintenant cet argument par trop prosaïque disparaît et une sorte de romantisme s'est fait jour. Le premier point de vue est, en tout cas, relativement innocent, parce qu'il se rapporte à des bénéfices ou des pertes des particuliers, mais le second touche aux intérêts d'une nation tout entière, de toute une société dont l'entraînement dans les illusions politiques est plein de péril. Examinons ces arguments.

Premier argument : Ne jamais nous occuper du régime politique des pays avec lesquels nous désirons avoir des relations amicales (1). L'idée est excellente, elle était même considérée souvent comme une vérité. Mais la vérité étant concrète, est-elle acceptable dans la réalité existante ? Comment deux régimes opposés peuvent-ils entretenir des relations véritablement amicales et rester fidèles l'un à l'autre aux jours de malheur ? La Grande Guerre nous a montré que le monde s'était divisé en deux camps en raison du régime : les démocraties de tous les pays se rangèrent ensemble sous la conduite de la France d'une part, et les monarchies et les pachas de l'autre. L'unique exception — la Russie — subit la débâcle justement à cause de cette conjoncture, c'est-à-dire de l'impossibilité de rester dans la coalition des démocraties, son régime étant antidémocratique. Donc des relations véritablement amicales ne peuvent s'établir qu'entre des régimes analogues.

Que voyons-nous autour de nous ? Cet alphabet de la politique contemporaine est mis en œuvre sur une large échelle. L'Europe Centrale se mobilise à pas accélérés justement sur ce terrain. L'Italie, l'Allemagne, la Hongrie se rallient en raison de leur régime, par conséquent une coalition solide, inquiétante, s'organise. Or, faire valoir en même temps la conception surannée et vide de sens : le régime ne nous regarde pas ! — c'est semer des illusions inadmissibles. Cela fausse la politique intérieure aussi bien qu'extérieure. Le devoir de la démocratie est de soutenir partout le régime démocratique et de le consolider. C'est son intérêt national, vital. Dès que vous vous lavez les mains de ce devoir en disant que le régime d'un autre pays ne vous regarde pas, vous contribuez par là au triomphe du courant antidémocratique et au renforcement du camp ennemi. L'extension du fascisme et le danger où se trouve acculée la paix de l'Europe sont précisément la conséquence de cette politique surannée. Le malheur de mon voisin est aussi mon malheur. L'indifférence pour le malheur d'autrui enlève toute base au pacifisme. La Grande Guerre a été une guerre de régimes; la guerre future se déroulera sur la même ligne.

M. Herriot a oublié cette idée dans son article pro Moscou, mais il

(1) Voir *Marianne* du 15 février 1933.

l'a bien formulée à une réunion de son parti. Il y déclara notamment, à la séance du 1^{er} mars : « Nous persistons à croire que l'entente profonde de trois grandes démocraties — américaine, anglaise et française — représente la meilleure garantie de la liberté et de la paix. » Mais que restera-t-il de la paix et de la liberté, s'il n'y a dans le monde que ces trois démocraties et partout ailleurs un régime contraire ? Et cela d'autant plus que l'Amérique est loin et l'Angleterre est repliée sur son île ; la France, elle, est liée territorialement aux autres pays au régime anti-démocratique. Dissimuler cet isolement par des espoirs sur Moscou, n'est-ce pas se laisser leurrer d'une illusion ?

Deuxième argument : « Si nous sommes attaqués par une tierce puissance, la Russie demeurera l'arme au pied. » C'est une affirmation par trop hardie. Elle n'a d'autre preuve à l'appui que le pacte, c'est-à-dire un bout de papier. Ce n'est pas un papier qui résoud la question de guerre et de paix, mais la situation réelle, le rapport des forces à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Si, à l'intérieur, le régime démocratique s'effondre et si un régime militariste s'établit, le papier ne sert à rien comme garantie. Le bolchevisme est le régime le plus imprégné d'esprit militariste ; son drapeau de guerre est toujours déployé ; l'expansion de ce régime à l'aide de baïonnettes est l'essence même de sa doctrine. Il l'a réalisée en Géorgie, dans d'autres Républiques du Caucase, en Ukraine, etc...

Il a ainsi élargi son territoire, mais il s'en est affaibli politiquement. Les peuples non russes contraints par la force d'entrer dans l'Union Soviétique se dressent contre les oppresseurs et n'attendent qu'un moment propice pour briser la domination étrangère et reconquérir leur liberté. A la contradiction nationale s'ajoute la contradiction politique et économique de tous ces peuples, dont le chiffre s'élève à 160 millions d'âmes, créant ainsi la paralysie de la politique étrangère des Soviets. Il est établi que Moscou ne peut mener la guerre, car au premier coup il s'effondrera à l'intérieur. Il est vrai qu'au point de vue militaire, Moscou est suffisamment préparé par les spécialistes allemands, n'empêche qu'il ne peut faire la guerre. Pourquoi ? Parce que c'est le peuple, c'est la force vivante qui gagne ou perd la guerre, or cette force est dressée en Russie contre le régime soviétique. Par conséquent, si l'épée de Moscou reste dans le fourreau, ce n'est pas à cause du pacte, mais par suite de la situation réelle, par suite du mécontentement des peuples russe et non russes.

Peut-on nous dire maintenant qui défend la paix, la neutralité des Soviets dans la guerre qu'on attend ? Ceux qui consolident la tyrannie moscovite par l'argent et la sympathie et brisent les liens avec les peuples opprimés, victimes de cette tyrannie, ou bien ceux qui soutiennent ces peuples et les encouragent pour la lutte ? M. Herriot veut engager la France dans la première voie et par là, il détruit la sympathie de 160 millions d'hommes qui gémissent sous le joug de la tyrannie soviétique. « L'arrière-petit-fils de la grande révolution » n'aurait pas dû, précisément, oublier le grand principe de cette révolution : la lutte contre la tyrannie. C'est par la défense de ce principe et par sa réalisation que la France a gagné l'amour et l'admiration de tous les peuples opprimés. Abattre d'un coup de hache cet arbre si fécond, cela ne répond pas aux intérêts français, pas plus au point de vue démocratique qu'au point de vue national.

Les autres arguments ne sont que du roman. Qui pourrait croire, en

effet, que le Gouvernement soviétique renonce à s'immiscer dans les affaires intérieures de la France ou d'un autre Etat, qu'il chasse le parti communiste français du Komintern ou qu'il interdit au *Mopr*, à l'organisation d'Amsterdam, à l'Association des Amis des Soviets et à tant d'autres organisations communistes de mener l'agitation sur le territoire français, ou qu'il leur coupe des subventions, en un mot que Moscou renie son programme, sa raison d'être et soi-même. Certes, celui qui préfère le doux mensonge à l'amère réalité est l'esclave de la fantaisie politique. L'amitié de Moscou bolchevique est une amitié bien douteuse. Une politique basée sur cette amitié n'est qu'un château édifié sur le sable.

Deux mots encore sur l'interprétation du pacte. On dit : quand on veut tuer un chien, on le déclare enragé. Les efforts de toujours du Gouvernement de Moscou déployés en vue d'annuler le Gouvernement national et la Légation de Géorgie à Paris sont toujours restés sans résultat. Mais maintenant les défenseurs de Moscou se saisissent du pacte non sans espoir d'atteindre leur but par ce moyen. A la Chambre, ils ont désigné comme rapporteur de l'affaire, M^e Torrès, avocat attitré de Moscou depuis longtemps, ennemi public de l'indépendance géorgienne, défenseur du renégat Vechapeli et de l'assassin de Ramichvili. Il est vrai que le jury, cette expression la plus haute de la conscience du peuple français a toujours donné droit, dans tous ces procès, à la Géorgie, et M^e Torrès les a perdus tous, mais en dépit de tout cela, on a trouvé possible de charger ce même personnage d'un rôle officiel afin de gagner à la tribune de la Chambre ce qu'on a perdu devant le tribunal de justice. M^e Torrès a toujours exigé, et il exige encore maintenant, en vertu du nouveau pacte, la suppression de notre légation. Cependant, le pacte n'en fournit aucun argument. Il y est dit : « respectueux des engagements internationaux qu'ils ont précédemment assumés... ». Or, la reconnaissance de l'indépendance de la Géorgie en est un, ainsi que l'admission de la Légation géorgienne à Paris. Le pacte n'annule donc ni la reconnaissance de l'indépendance de la Géorgie ni la Légation de Géorgie. L'article 5 du pacte ne vise que « des organisations s'arrogeant le rôle de gouvernement ou de représentant de tout ou partie du territoire ». Or, le Gouvernement et la Légation de Géorgie sont reconnus comme les représentants légaux et plénipotentiaires de leur pays et, par conséquent, ils ne peuvent être classés dans la catégorie de ceux qui « s'arrogent » ledit « rôle », c'est-à-dire dans la catégorie des usurpateurs.

Comme on peut le voir, le texte du pacte n'est nullement dirigé contre nous, au contraire, il a bien soin de séparer notre Légation en tant qu'institution légale, des autres organisations qui sont appelées à être supprimées. Il n'en pouvait être autrement étant donné que l'auteur du pacte n'est autre qu'Aristide Briand, grand ami de notre pays, le premier qui l'ait reconnu et qui l'a toujours défendu.

Le peuple géorgien n'oubliera jamais le grand et noble service que la France lui a rendu. Nous autres représentants de ce peuple, ses fils fidèles, nous avons réellement senti la vérité du célèbre dicton : « chacun a deux patries : la sienne et puis la France ». Nous avons trouvé ici la sympathie de tous les milieux et de tous les partis, l'hospitalité et l'estime d'un peuple tout entier et une attitude amicale et fraternelle à l'égard de notre malheureuse patrie.

Le Bolchevisme est un phénomène russe

« La vie russe, c'est le communisme », écrit, en 1862, Michelet, dans son livre sur *la Pologne Martyre*. La Russie, ajoute-t-il, est « un monde ennemi de la loi, qui marche à rebours, retourne à la barbarie antique et qui n'admet la civilisation moderne que pour dissoudre le monde occidental et tuer la loi elle-même ». Il définissait ainsi un caractère profond de la psychologie nationale russe. Nombreux sont ceux qui ont prétendu avec lui que le bolchevisme est un phénomène spécifiquement russe. Mais quelle en est la nature ?

Et d'abord, comment est née l'idéologie bolcheviste ?

Si on remonte dans les siècles passés, on lui découvre une triple origine : la doctrine slavophile et plus particulièrement le messianisme social de Herzen, la doctrine nihiliste et l'anarchisme communiste de Bakounine. Comme les théories des Encyclopédistes du dix-huitième siècle ont préparé la Révolution française, ces doctrines ont préparé, en Russie, le bolchevisme.

I

Ainsi, le bolchevisme a bien ses racines dans l'histoire du peuple russe. Si la source première de cette idéologie est d'origine occidentale, c'est bien la Russie du vingtième siècle qui, en raison de la mentalité de son peuple, de sa géographie, de son climat, offrait à la doctrine un merveilleux terrain d'épanouissement.

Ce qui était nécessaire au triomphe de « la grande pensée bolcheviste », n'est-ce pas en effet cet enthousiasme « libérateur » qui a animé les intellectuels dans leur lutte contre l'autocratie, lutte sans exemple dans l'histoire du monde ?... N'est-ce pas aussi cette volonté inébranlable, déployée d'abord dans le combat et la souffrance, puis dans la destruction de la monarchie tsariste et dans la création d'un nouvel ordre de choses ?... N'est-ce pas, enfin, l'exigence totale, « l'extrémisme » d'un peuple qui ne s'est jamais contenté d'un demi-succès, qui n'a pas voulu de compromis avec son rêve ?...

Joseph de Maistre présentait bien le caractère de cette grande crise morale lorsqu'il écrivait dans les *Soirées de Saint-Petersbourg* : « La liberté fera sur tous ces tempéraments l'effet d'un vin généreux sur un homme qui n'y est pas habitué... Si quelque Pougatchev d'Université venait à se mettre à la tête d'un parti, si une fois le peuple ébranlé commençait une révolution à l'européenne, je n'ai point d'expression pour vous dire ce que l'on pourrait craindre. *Bella, horrida bella, emulto novam spumantem sanguine orno* (des guerres, d'horribles guerres, et une nouvelle fermentation, jetant beaucoup de sang, voilà ce que je vois). »

On a attribué au bolchevisme plusieurs caractères : le bolchevisme, a-t-on dit, est internationaliste, — le bolchevisme est un grand mythe, — le bolchevisme est le règne des illusions sociales...

Sans doute, comme nous venons de l'indiquer, l'origine de l'idéolo-

gie bolcheviste est occidentale, mais cette idéologie s'est transformée en s'imprégnant de l'esprit russe, et, en fin de compte, « l'internationalisme » de la doctrine est fondé sur des éléments russés plutôt qu'étrangers. D'autre part, on dit que « les mythes ont conduit et dirigé les peuples, tandis que « les illusions ont détruit les gouvernements ». En fait, le bolchevisme, encore appelé maximalisme, est un phénomène psychologique, manifestation du maximalisme social et logique. Sa religion, c'est l'extrémisme; son mot d'ordre « Tout ». Il exige la réalisation immédiate et totale de ses revendications; il veut anéantir le passé; il ne veut pas attendre. De plus, il aspire à la révolution mondiale, à la création d'un monde communiste.

Cependant, si l'on fait abstraction de ce qui donne au bolchevisme sa physionomie russe : dictature du prolétariat, soviets, notions marxistes sur la lutte du capital et du travail, on remarque que les éléments essentiels de la doctrine sont empruntés en partie à la psychologie nationale de la Russie, en partie aux aspirations et aux idées révolutionnaires de tous les peuples.

Ce maximalisme social, ce messianisme, se retrouvent nettement dans le mouvement révolutionnaire qui s'est ébauché dans les soixante-et-dix dernières années du dix-neuvième siècle.

II

En premier lieu, avons-nous dit, le bolchevisme du vingtième siècle a son origine dans le messianisme de Herzen.

C'est à juste titre que Herzen a été appelé par son ami Bakounine « le Voltaire russe ». Son œuvre, en effet, comme celle du Voltaire français, fut une œuvre de critique, plutôt qu'une œuvre positive, fondée sur un dogmatisme, sur des théories définies et des programmes positifs. Et c'est en cela qu'il se sépare du bolchevisme.

Esprit réaliste, formé à la discipline scientifique par ses études à l'Université, soucieux de « ne pas prendre des idées pour des faits et des aspirations pour des possibilités », il démasquait, dans la doctrine communiste, bien des illusions. Pour lui, le socialisme n'était pas, ne pouvait pas être un but qui, atteint, assurerait le règne de l'individu sur la terre. C'était un moyen d'affranchissement, grâce auquel l'individu se libérerait de toutes les disciplines sociales, économiques et morales. Et ce que Herzen a surtout voulu démontrer, c'est le développement harmonique de l'individu, si bien que sa théorie du nihilisme, a-t-on dit, se rattache surtout à l'esthétique. Vers la fin de sa vie cependant, il évolue vers le socialisme réformiste.

Mais cet esprit lucide et réaliste, était, en même temps, un convaincu, animé d'une foi profonde pour la « nouvelle vérité », un apôtre ardent et un prophète. Il n'apportait pas à la doctrine bolcheviste un élément doctrinal précis, mais il lui offrait la force précieuse de son enthousiasme; elle trouvait en lui une véritable source spirituelle.

C'est la croyance de Herzen en une chute prochaine de la société, qui a valu à son action le nom de « messianisme » « Le monde dans lequel nous vivons, écrivait-il dans son ouvrage *De l'autre Rive*, meurt... Pour soulager les successeurs, il faudrait enterrer ce corps inerte; mais les

hommes veulent, à tort ou à raison, le guérir et ils arrêtent l'œuvre de la mort. » « L'Europe se dirige vers le précipice, comme un vaisseau sur un rocher, dit-il encore. Elle périra dans une tempête terrible, victime des éléments de la nature. » Il qualifiait la structure économique contemporaine, basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme, d'anthropophage. La société, pour lui, se définissait par un pouvoir de destruction et une incapacité irrémédiable de création. Aussi bénissait-il la catastrophe générale.

Mais son *Épilogue* de 1849 était un acte de foi en l'avenir de la Russie. Ce peuple avait en lui des richesses qui devaient lui permettre de jouer un rôle considérable.

Ainsi, contraste pathétique : d'une part, prédiction de la crise mortelle qui menace la structure économique et politique actuelle de l'Europe entière; d'autre part, foi en la prédestination de la Russie, appelée à jouer un rôle dans la régénération du monde. Cela suffit à classer Herzen parmi les précurseurs de l'idée bolcheviste.

III

Le bolchevisme est aussi, dit-on, incontestablement le fils du nihilisme et le nihilisme est une affection spéciale à la Russie, aussi bien à la classe ouvrière qu'aux classes intellectuelles russes. Notons la parenté de sens du mot « nihilisme » dérivé du latin « nihil » avec le « nirvana » asiatique (ce qui est bon est mauvais).

Les origines du nihilisme, doctrine philosophique, sont assez obscures. L'influence des philosophes allemands paraît avoir contribué à la constitution de cette théorie. Les étudiants russes, en effet, avaient fréquenté les Universités allemandes, dans les années qui suivirent la guerre de Crimée; ils avaient lu, en particulier, le livre de Louis Buchner, *Force et Matière*. Ils formulèrent alors des théories strictement matérialistes, en même temps qu'ils empruntèrent à d'autres écrivains, allemands encore et français, leurs utopies sur la propriété collective.

Cette nouvelle doctrine, ainsi édiflée, tend à ébranler tous les principes : principe autocratique et privilège des classes; traditions relatives à la famille et à la propriété; institutions libérales de l'« Occident pourri ». « Rien à garder en Russie, rien à prendre en Europe », telle est la formule des nihilistes (1).

Tourgueniev le premier, dans son roman *Pères et Enfants*, a donné au nihilisme le nom qui lui est resté. C'est le personnage de Bazarov, l'homme ambitieux et amoral, qui est, dans ce roman, le prototype du nihiliste, en ce sens que, malgré ses dons naturels, il n'est capable de rien.

Depuis, le mot a changé de sens. Le Vicomte de Vogüé écrivait en 1883 : « Quand les fils de Bazarov feront de la propagande par le fait, ils paraîtront, en tout, semblables à nos révolutionnaires d'Occident. Mais regardant de près vous trouverez la même différence qu'entre l'animal sauvage et l'animal apprivoisé. Le nihiliste russe est un loup et l'on sait

(1) Voir De Gyon : *Nihilistes et Nihilisme*, Moscou 1881.



que la rage du loup est plus dangereuse. » Nous voilà en pleine Russie, dit M. Hanotaux. « La fureur du nihiliste n'est pas la fureur du civilisé. »

Tolstoï a parfaitement défini cet état d'esprit quand il a écrit : « Lorsque je me souviens de mon adolescence et de l'état d'esprit où je me trouvais alors, je comprends très bien les crimes les plus atroces commis sans but, sans désir de nuire, simplement par curiosité, par besoin inconscient d'action. »

Ne s'explique-t-on pas, dès lors, que la vie de ce philosophe se soit achevée dans ce cri, récemment rappelé : « Tout ce qui existe est déraisonnable. »

Beaucoup d'intellectuels russes adoptèrent ces axiomes. Il manquait un interprète et un chef : les nihilistes le trouvèrent en Tchernichevski. C'est le nouveau doctrinaire qui, dans son étude sur Stuart Mill, critiqua « les théories de l'économie politique de la plèbe. C'est lui qui fonda une société secrète, « la Jeune Russie » ; c'est lui qui transforma le nihilisme, doctrine philosophique, en parti politique.

IV

D'esprit tout différent apparaît, en regard du nihilisme, la théorie de Bakounine. Le but de Bakounine, c'est de réaliser la révolution : c'est là qu'il faut chercher l'unité de sa vie. Pour Karl Marx, les révolutions constituaient des étapes de l'évolution historique des peuples. Elles le demeurent pour Bakounine, mais, de plus, il les considère comme une catégorie de l'esprit humain. Pour lui, l'homme est un être qui se révolte comme il est un être qui pense.

Elève et commentateur de Fichte et de Hegel, il fait, de la révolution, le principe de sa philosophie idéale. « En dehors de la révolution, il n'y a pas de vie, ni de sagesse, ni de politique; elle seule est la vie, la sagesse, la politique et tout ce qui mène au but. Elle seule peut créer une vie pleine, donner des forces, créer des miracles, transformer en une masse vive et productive les quatre-vingt millions d'hommes qui, par le despotisme, sont restés jusqu'ici dans un sommeil millénaire. Croyez à la révolution, s'écrie-t-il, sacrifiez-vous à elle. » Ses écrits sont tous pleins de cette flamme, ses formules frappantes se gravent dans les esprits. « Le monde est partagé en deux états : d'une part, la révolution, d'autre part, la contre-révolution. Chacun doit se décider pour l'une d'elles, il n'y a pas de voie moyenne. Ceux qui tendent à le proclamer ou à le démontrer, sont ou des dupes ou des dupés (1). »

Il voit d'ailleurs, dans la révolution, une des formes naturelles de la lutte contre l'esclavage. « L'homme, animal sauvage et cousin germain du gorille, est sorti de la nuit profonde avec son instinct animal pour atteindre le monde de l'esprit. Après avoir subi l'esclavage matériel de l'antiquité et l'esclavage religieux du moyen âge, il doit parvenir à la réalisation du grand principe de l'humanité, à la liberté; mais cette liberté ne peut se conquérir que par la révolution. »

Voilà, défini dans ses grands traits, le maximalisme de Bakounine.

(1) Bakounine : *L'Appel aux Slaves*.

Sa pensée se précise, lors de la création de « l'alliance de la démocratie sociale », quand il écrit le *Règlement des Frères Internationaux*, ennemis « de toute politique de concorde et de concession ». Ainsi à la foi en la révolution, au sacrifice dans la lutte, il faut ajouter, si l'on veut vaincre, l'intransigeance dans la tactique; il faut détruire les anciens règlements et la structure économique de la société; il faut anéantir l'Etat lui-même. Il ne peut exister d'égalité politique dans l'organisation capitaliste moderne, ni de « représentation populaire dans le Gouvernement, même dans le référendum (1). » Il est nécessaire de se tourner vers le peuple, plein de sève et de force, à côté des classes qui apparaissent vouées à la mort : noblesse, clergé, commerce. C'est à lui qu'on doit transmettre le pouvoir; c'est à lui qu'on doit confier l'avenir.

Et, au fond de cet ample tableau du monde futur créé par la révolution, se détache, grandiose comme une vision d'épopée, l'évocation des Etats-Unis d'Europe. « Les miracles de la révolution surgiront des profondeurs de cet océan enflammé... Magnifiques et splendides seront les étoiles qui scintilleront au-dessus de Moscou, produites par la mer de sang et de feu. Mais ces étoiles seront, telle l'étoile des Rois Mages, des guides pour le bonheur de l'humanité enfin libérée. » (*Appel aux Slaves*).

Voilà donc les grands noms et l'œuvre des précurseurs inséparables de l'histoire du bolchevisme, pour qui veut expliquer le présent à la lumière du passé qui l'a préparé. Voilà le chemin parcouru dans le sens révolutionnaire, suivant un rythme nettement dessiné, progressif, accéléré, de plus en plus sûr de soi à la fin du dernier siècle et au début du siècle actuel.

MIR.



(1) Voir Michel Bakounine : *L'Empire Knouto Germanique*, 1871. Œuvres, t. II, p. 311.

La patrie Ukrainienne et les Cosaques Zaporogues. ⁽¹⁾

Une nation qui ne veut pas mourir a pour elle toutes les chances d'éternité. On ne parvient point à tuer cette entité comme on fait disparaître un individu.

Pour se sauver, l'Ukraine se tournait vers une force qui s'était agglomérée sur le Dniéper inférieur, vers les Cosaques Zaporogues.

Le pays allait se mettre sous la protection de cette force, mais avec quelque crainte, quelque pudeur même. Car, naguère, les Cosaques recrutés parmi les gens de la steppe, faisaient les métiers les plus divers, parmi lesquels il faut compter le pillage. Cependant, c'était plutôt le butin des ennemis, en particulier du Tatar, dont ils s'emparaient.

Puis, ils chercheront honnêtement à vivre de la pêche, de la chasse et d'agriculture.

Ensuite, des gens des villes, des paysans, des fils de nobles prendront place dans leurs rangs, et, avec eux, les idées chevaleresques de l'Occident.

Le Cosaque s'adonnant au banditisme passera dans la légende. Il représentera désormais une force disciplinée, respectant les lois de l'honneur; il sera digne de porter le drapeau de l'Ukraine, d'être le héros qui luttera pour la libération du pays. On le regardera comme l'héritier des grands peuples antiques.

A la fin du xv^e siècle et à l'aube du xvi^e, les Cosaques ne sont point ces soldats intrépides dont le nom sera connu de l'Europe et de l'Asie, mais bien simplement des hommes dénués de tout et qui s'efforcent uniquement de ne pas mourir de faim.

Les temps sont hostiles. On ne saurait rêver seulement à secouer le joug étranger. Le pays se trouve dans une telle misère, qu'il doit panser ses profondes blessures, renaître à la vie, avant de songer à la réalisation de cette idée qui n'a jamais quitté le cœur ukrainien, pas plus au moyen âge que dans les temps modernes, que dans les temps contemporains : être libre, prendre définitivement place parmi les autres nations.

Voyez donc ce qui, à cette époque, se présente à nos yeux : l'est et le sud de Kiev, qui devraient compter parmi les plus riches parties du pays, sont presque entièrement dépeuplés à cause des dévastations opérées par les Tatars de Crimée.

Et la terre est là, seule, qui ne demande qu'à produire...

Rien que les bêtes féroces la foulent. La main des hommes ne passe plus sur elle. Les richesses, dont ses flancs sont pleins, dorment inexploitées parce que les Tatars ne laissent point ces remarquables agriculteurs, que sont les Ukrainiens, cultiver en paix le sol de la patrie.

(1) Ces pages que nous avons le grand plaisir de pouvoir offrir à nos lecteurs sont extraites d'un important et très remarquable ouvrage qu'un éminent homme de lettres, M. Roger Tisserand, va publier incessamment à la Librairie G.-P. Maisonneuve, 3, rue du Sabot, Paris (6^e).

Il faut vivre, cependant. Malgré le danger constant d'un raid tatar, les habitants, qui s'étaient réfugiés dans les forêts, reviennent, l'oreille au guet. Ils avancent à pas prudents à travers les plaines désertes et mornes. Ils vont ensemble pour être en mesure de résister en cas d'attaque...

Avec hâte, ils travaillent, amassent des provisions et, quand la mauvaise saison arrive, repartent pour se mettre à l'abri...

Puis, ils pensent à demeurer sur place pendant l'hiver en se construisant de solides abris où, le cas échéant, ils pourront résister aux dangers qui rôdent.

Ces gens qui vont en troupe, cultivent, pêchent et chassent, sont les Cosaques.

Ils ne pensent pas alors à combattre mais seulement à se protéger.

Pour la plupart, afin d'être en sûreté, ils choisissent une contrée du bas Dniéper, en avant des cataractes qui forment un obstacle infranchissable aux Polonais comme aux Tatars : la « Zaporogue ». (En ukrainien, cataractes se dit « porogues », et « zaporogue » signifie : au delà des cataractes.) De l'autre côté, on ne peut non plus les atteindre grâce aux îlots et aux hautes herbes qui rendent impossible la remontée du fleuve.

On ne pourra les déloger. Du reste, si la nature les protège, ils seront bientôt en mesure de se protéger eux-mêmes, car ils ne vont pas tarder à devenir de vrais guerriers.

Il faudra bientôt compter avec eux. Ils s'organisent. L'île de Khor-tysia est en quelque sorte leur quartier général. C'est là qu'en 1550, le prince ukrainien Démétrius Vychnevetski construisit une forteresse. Ce prince, dont la mort sera déplorée par la poésie populaire comme une immense calamité, attaquera la Crimée, ira en Turquie, en Russie et tombera en Moldavie dans une insurrection qu'il avait soulevée contre les Turcs.

Les Cosaques sont maintenant une puissance guerrière et aussi une puissance politique. Ils vont rêver de mener, avec l'Autriche et la Russie, la lutte contre les Musulmans.

Les Ukrainiens en forment la très grande majorité. Mais, des amoureux de la liberté, des étrangers s'enrôlent également dans leur armée qui prend des proportions considérables. La Pologne s'émeut. Elle craint une guerre avec la Sublime Porte, tant redoutée, à cause des incursions cosaques sur les territoires musulmans, guerre qu'elle subira du reste en 1620, et dont elle sortira vaincue. Elle cherche à discipliner, à drainer cette force. Elle essaie à plusieurs reprises de la « réorganiser ». Elle s'efforce de créer un corps officiel de cosaques, qui jouira de certains privilèges, qu'elle paiera. Mais les Cosaques veulent vivre libres et indépendants. Elle veut mettre des entraves à leur puissance qui grandit toujours. Vexations sur vexations se succèdent, si bien que les Cosaques exaspérés entrent en guerre contre la Pologne. Pendant cinq ans, de 1590 à 1595, ils mettent en feu le bassin du Dniéper, la Volhynie. La Pologne, tout à coup, lance ses troupes en Ukraine. Les Cosaques, disséminés, n'ont pas le temps de se réunir et sont vaincus.

Les Cosaques représentaient, pour les masses populaires, la force de résistance et, espéraient-elles, la force de libération. Aussi, de tous les points du pays, des hommes affluaient pour grossir les rangs de l'armée



cosaque, qui allait voir croître encore son importance et sa splendeur d'antan...

*
**

Le mot cosaque a une double origine turque. Il vient de Khozar, qui désignait jadis les habitants de race turque de l'Europe orientale (les Tatars), et de Kasak, qui signifie en turc : chevalier errant, militaire libre, vagabond, parfois brigand.

Aux XVII^e et XVIII^e siècles, d'aucuns crurent, probablement à cause du nom, que les Cosaques d'Ukraine appartenaient à la race tartare. Ils étaient bien Ukrainiens.

Les Cosaques seront d'abord une sorte de confrérie qui combattrait l'étranger et se regardera comme le champion de l'orthodoxie. Ils deviendront ensuite une milice d'Etat, puis une espèce d'ordre militaire.

Les plus importants, ceux qui englobèrent par la suite les Cosaques d'autres régions, ont été les Cosaques zaporogues. Voici quelle fut leur organisation administrative et militaire.

Dès leur réunion dans les îles du Dniéper, ils choisirent le système électif, dont nous avons déjà parlé. Quand leur nombre obligea le roi de Pologne à leur céder des territoires entiers en Ukraine (Trekhtymyryv, Tchyhryn, Tcherkassy), le système électif devint la base de la constitution ukrainienne.

En principe, tout Ukrainien libre était Cosaque. Il possédait seul les droits de citoyen, et se mettait au même rang que le gentilhomme polonais.

Mais comme la noblesse de Pologne n'admettait pas une telle façon de voir et qu'elle reconnaissait ces droits uniquement à la véritable noblesse ukrainienne — qu'elle était forcée d'accepter sur un pied d'égalité à cause de son ancienneté, de son rôle historique, de ses alliances, de ses richesses — les Zaporogues se jugeaient offensés. Leur rancune fut certainement pour une bonne part dans les guerres qu'ils firent à la Pologne. Par réaction, ils ne se refusèrent point à admettre dans leur sein beaucoup d'étrangers et de vagabonds de toutes les nationalités.

Les Cosaques se dirigeant eux-mêmes, il existe, un certain temps, deux administrations entièrement distinctes reconnaissant l'autorité du roi de Pologne, grand duc d'Ukraine.

L'une était l'administration polonaise — nobiliaire et bourgeoise — qui avaient dans les centres importants : Kiev, Tchernyhiv, Kamenetz en Podolie, Luck, Bratzlav, des palatins et des castellans (préfets et sous-préfets), comme il en existait en Pologne. Les palatins et les castellans étaient membres du Sénat, nommés par le roi parmi trois candidats présentés par la noblesse. On comptait encore des baillis, exerçant une autorité très étendue, des magistrats, des troupes polonaises relevant du grand connétable de Pologne.

La seconde administration était celle des Cosaques, qui devint de plus en plus l'administration nationale de l'Ukraine.

A sa tête, se trouvait le hetman, dont l'élection était confirmée par le roi de Pologne, puis, à partir des dernières années du XVII^e siècle, par le tsar de Russie. L'hetman, chef militaire, était, de fait, chef d'Etat, jusqu'à ce qu'il n'existât plus, car la suzeraineté des rois de Pologne et

des tsars de Russie consistait en somme dans un simple protectorat avant qu'elle ne se changeât en une lourde tyrannie.

Le Conseil général, composé des hauts dignitaires, des colonels et des députés des régiments, des villes et du clergé, secondait le hetman.

Les hauts dignitaires comprenaient : le Grand Quartier-Maitre, chef de l'Etat-major; le Chancelier, secrétaire d'Etat et ministre des Affaires étrangères; les deux Grands Justiciers; le Connétable ou le Grand Adjudant; le Trésorier; le Gonfalconnier; le Chef de l'Artillerie; le Camérier préposé à la cour du hetman.

Ces personnages formaient, pour ainsi dire, le Ministère. La Chancellerie groupait toutes les branches de l'administration et entretenait la liaison avec les éléments administratifs polonais, puis russes.

Cette organisation dura jusqu'à l'unification administrative opérée par Catherine II.

Au point de vue militaire, les grades se répartissaient ainsi : à la tête de la Sitch, ou état-major et quartier général, était l'ataman du Kich. Le Kich était, primitivement, l'armée en guerre, puis un corps d'armée, et le titre de Kochovy ataman n'est donné qu'au chef de la Sitch. C'est à la Sitch qu'on gardait le bâton de commandement, le sceptre, l'étendard, le sceau et l'enseigne des Zaporogues, laquelle, adoptée des Turcs, était faite de queues de cheval.

L'armée se divise en régiments correspondant, à vrai dire, à des corps d'armée commandés par des colonels qui sont également administrateurs du territoire occupé par un régiment.

Les régiments se subdivisent en sotnia, compagnies en même temps que sous-préfectures, conduites et administrées par des capitaines secondés par des lieutenants. Le nombre des compagnies par régiment était variable, comme celui des soldats qu'elles comptaient, et qui se montait parfois à plusieurs milliers.

A la fin du xvr^e siècle, l'armée cosaque était forte de dix mille hommes. Il y en avait dix fois plus et magnifiquement entraînés dès Khmelnitski et sous Mazeppa.

Le système militaire était, en somme, celui d'une milice toujours prête à la mobilisation, mais vaquant à ses occupations, presque uniquement agricoles. Seuls la compagnie de la garde du hetman et certains détachements se tenaient continuellement sous les armes.

Les vrais Cosaques, c'est-à-dire ceux qui étaient inscrits sur les rôles, prenaient le titre de « compagnon ». Celui de « compagnon de Bountchouh » était donné aux Cosaques de l'entourage du hetman, à ses officiers d'ordonnance, aux membres de sa suite.

La devise des Zaporogues était : « obéissance aveugle au chef, mépris absolu de la mort et des dangers, partage égal du butin, libre élection du hetman. »

Cette puissance qui, dans les premières années du xvr^e siècle, prenait figure d'armée indigène, de rempart national, allait permettre la résurrection de l'Ukraine en arrêtant les incursions tatares et, par suite, en rendant possible la rentrée dans les villes des bourgeois et des commerçants — parmi lesquels se faufilaient beaucoup de Juifs et d'Allemands —, le retour des paysans à la terre ancestrale.

Le pays se repeupla avec une rapidité étonnante.

Cette course vers l'Ukraine n'avait pas pour seul motif la protection



cosaque contre les Tatars, mais encore les impôts insupportables, la corvée, les charges de toutes sortes accablant les populations de la Galicie et des contrées du Boh qui, elles aussi, se dirigèrent en masse vers les pays ukrainiens.

On n'était pourtant pas là, comme on l'espérait, à l'abri des contributions et des vexations. Les seigneurs polonais avaient, en effet, obtenu de leur roi, une trentaine d'années auparavant, en 1569, les « terres vacantes » de l'Ukraine, et, maintenant qu'elles étaient repeuplées et cultivées, ils venaient par des agents polonais ou juifs réclamer qu'on payât les redevances.

Gens des villes et gens des campagnes n'avaient point l'intention d'obéir à ces ordres. Comme les Cosaques jouissaient de privilèges, entre autres de ne pas payer d'impôts et de n'être soumis qu'à l'autorité de leurs chefs — c'étaient seulement ceux faisant partie du corps officiel qui possédait ce droit, mais la Pologne se servait indistinctement de tous les Cosaques, enregistrés ou non — un nombre de plus en plus grand de gens se dirent membres d'organisations cosaques. Des villages entiers, des villes dans leur presque totalité se jugeaient exempts d'impôts, de charges envers les seigneurs, s'affirmaient hors de la compétence des tribunaux. Aussi bien, d'immenses territoires se trouvaient sous la domination des Cosaques dont les commandants étaient les seuls gouverneurs. Et le hetman, le chef élu des Cosaques, était le vrai chef de toute l'Ukraine orientale.

Ces façons de faire et de voir ne convenaient naturellement point aux Polonais, qui s'efforcèrent d'opérer un tri entre les vrais Cosaques et les faux, c'est-à-dire entre les officiels et les autres. Des conflits, des révoltes éclatèrent. La grande puissance cosaque demeura.

Elle avait comme chef, dans les premières années du xvii^e siècle, un noble galicien : Pierre Konachevitch-Sahaidatchny, ancien disciple de l'Académie d'Ostrog. C'était un tacticien très distingué en même temps qu'un politique fort habile qui, s'il eût été écouté, serait parvenu à faire rétablir la hiérarchie orthodoxe. Il avait, en effet, obtenu en 1607, que la Diète rendit une décision et que le souverain signât un édit confirmant tous les droits des orthodoxes en Ukraine.

La Pologne était engagée dans une lutte avec la Russie et les Cosaques de Konachevitch-Sahaidatchny se distinguaient à la prise de Moscou. Vaincue par la Turquie en 1620, la Pologne allait encore, l'année suivante, avoir à combattre cet Etat qui, enhardi par ses succès, lui déclarait de nouveau la guerre. Le sultan arrivait à la tête d'une très forte armée. La Pologne courait le plus grand danger. Il fallait que les Cosaques vinssent une seconde fois à son secours. Elle fit des promesses à Sahaidatchny. Celui-ci voulait des garanties formelles. Mais on pensa que les assurances polonaises suffisaient, qu'elles seraient sûrement respectées après la victoire. Sahaidatchny partit avec ses soldats qui se battirent comme des lions. Il fut très grièvement blessé, mais sauva la Pologne qui ne donna rien que les plus beaux, les plus flatteurs compliments.

A ce moment, le clergé lança un manifeste où il proclama les Cosaques « représentants des anciennes traditions ukrainiennes, de la gloire et de la puissance de la patrie, les derniers héritiers de cette Ukraine antique qui, avec Oleg, assiégeait Byzance; avec Vladimir, conquérait les insignes impériaux, adoptait la foi chrétienne et la civilisation de l'Eglise de Byzance ».

Roger TISSERAND.

EXÉCUTIONS SOVIÉTIQUES

La période des exécutions sanglantes des Montagnards du Caucase s'étend depuis l'arrivée au pouvoir des bolcheviks jusqu'à nos jours. La tyrannie soviétique ne connaît point de pitié et ses bandes parcourent le pays, semant la désolation et la mort parmi une population terrifiée.

Le pouvoir soviétique dévore gloutonnement sa victime, rasant villages et hameaux, transformant en désert un pays autrefois riche et prospère. Le pays des soviets est devenu une immense prison de laquelle on ne sort que pour aller au lieu de l'exécution, dans les bagnes de Solovki ou dans les solitudes glacées de la toundra sibérienne. Et ces exécutions d'hommes innocents, de femmes et d'enfants se font sommairement, sans l'ombre d'un jugement de pure forme même, tout simplement selon le bon vouloir des tchékistes. Plus la lutte des Montagnards du Caucase se prolonge, plus elle devient sanglante, acharnée. Cette soif de sang chez les agents tchékistes devient une véritable obsession; il leur faut des victimes quelles qu'elles soient pour assouvir leur passion dévorante..., témoin cette liste tragique qui nous arrive et sur laquelle figurent les noms d'innocentes victimes sacrifiées à l'occasion du jubilé de Karl Marx.

Au moment même où se poursuivaient les préparatifs de la fastueuse commémoration du 50^e anniversaire de la mort du bolchevik déifié au pays du « socialisme », Karl Marx, un communiqué publiait la liste de toute une série de citoyens fusillés par les soviets sous l'accusation de « sabotage prémédité » dans les kolkhoz et autres entreprises de l'Etat. Il est possible que cette nouvelle hécatombe de citoyens apportée en holocauste sur l'autel du « socialisme » ait été une simple coïncidence avec le jour anniversaire de la mort de Karl Marx, mais ces exécutions sommaires sont un triste témoignage de la néfaste théorie mise en pratique dans ce pays du « socialisme » qu'est la Russie soviétique depuis plus de quinze ans. Cette atmosphère de terreur que les bolcheviks font si lourdement peser sur la Russie soviétique, ces violences exercées sur les nationalités asservies de « l'Union » sont à la base des principes qui guident le bolchevisme dans sa marche envahissante, dans sa lutte contre les démocraties, contre tout idéal de justice, de progrès et de liberté.

N'est-ce point le bolchevisme qui a cru pouvoir déduire de la théorie marxiste qu'au nom de la dictature du prolétariat, ou pour mieux dire, de la dictature du parti, tout était permis, autorisé, possible. Expliquant à leur manière la lutte de classe, les bolcheviks croient pouvoir, en son nom, ignorer les principes de morale, communs à l'humanité, les principes de droit et de liberté qu'ils remplacent par la terreur grâce à laquelle ils s'efforcent de construire le socialisme.

Il est certain qu'en cela rien n'est resté des idées de Karl Marx en tant que savant et l'on pourrait en dire autant du marxisme en tant que théorie socialiste, mais il n'en est pas moins vrai que le bolchevisme use largement de citations de Marx et des chefs que d'aucuns estiment être ses véritables continuateurs et commentateurs. Bien plus: il n'est pas jusqu'au travail du Guépéou qui ne soit justifié par les bolcheviks du fait de la prétendue application de la « doctrine marxiste ».

Mais pourquoi donc ces exécutions sans jugement? Le communiqué

officiel signale tout d'abord le péché originel des exécutés : ils étaient originaires des classes bourgeoises, anciens propriétaires et ex-koulaks; ensuite les tchékistes prétendent qu'ils se livraient consciemment à des actes de sabotage, détruisaient ou détérioraient les tracteurs et les machines agricoles pour nuire ainsi aux kolkhoz dont ils s'efforçaient de ruiner la productivité afin de déchaîner la famine dans le pays. Vraisemblablement, le fait qu'il est parlé d'« origine sociale » suffit pour évoquer l'idée de lutte de classe. En vertu de la logique bolcheviste, le fait que lesdits travailleurs appartenaient à des classes bourgeoises permet de les exterminer sans pour cela qu'il soit besoin de justification d'aucune sorte. Ne sont-ils point de par leur naissance des ennemis de classe ?...

La première question qui se pose à la lecture du communiqué tchékiste est la suivante : pourquoi donc ces « criminels » qui « reconnaissent » leurs actes n'ont pas été traduits devant le tribunal soviétique ? Pourquoi le Guépéou a-t-il procédé à ces exécutions sans accorder au préalable les garanties juridiques minima à la défense, garanties en usage cependant dans les tribunaux soviétiques ? Pourquoi la population qu'il aurait fallu convaincre en lui montrant que tous les malheurs qui accablent le pays sont le fait de « saboteurs » a été privée de la possibilité de savoir exactement, des débats du procès, la manière dont agissaient les « ennemis du peuple », en quoi consistait leur travail, et en quoi ils se sont reconnus coupables ?

Personne n'a oublié la manière dont, au cours du fameux procès du « parti industriel », les inculpés se sont accusés avec une « conviction » toute particulière de tous les méfaits, demandant un châtement pour leurs actes malfaisants. Pourquoi cette fois une démonstration si « instructive » n'a pas été faite publiquement ? Il faut bien convenir que, dans le cas présent l'on ne possédait point ces faibles éléments si nécessaires cependant pour une parodie de justice, pour une mise en scène de tribunal soviétique.

C'est pourquoi le Guépéou, ce glaive de la révolution sociale, s'est empressé de porter ses coups au cours d'une réunion silencieuse de son collège. Pour tout chacun qui suit de près l'expérience à grande envergure soviétique, les efforts tentés en vue de transformer l'économie rurale en fabrique de grains, le prétendu « complot » des saboteurs est clair. M. Staline lui-même, dans son discours « historique », a montré que la résistance de la campagne remonte à des causes organiques, qu'elle a été créée par des instincts, des sentiments très individuels qui n'ont pu être déracinés quant à présent. Si les kolkhoz ne donnent point les résultats qu'on en attendait, si la campagne actuelle des semailles laisse entrevoir de tristes et menaçantes perspectives, si les coûteuses machines agricoles ne peuvent être utilisées, la faute en est, d'après le « leader », à ce que les masses paysannes protestent contre la réforme agraire qui prive le paysan de ce qu'il possédait.

Point n'est besoin de saboteurs pour expliquer les insuccès constatés; ils sont tout au plus nécessaires pour justifier les échecs subis, aux yeux des masses obscures et des communistes ignorants; ces saboteurs sont aussi nécessaires pour démontrer que tout dépend encore non point du système, mais des « bourgeois » et des koulaks qui empêchent jusqu'à présent la réalisation de la construction du socialisme à la campagne. Les simples communistes, ignorants et incapables de comprendre l'ambiance qui les entoure, ne doivent savoir qu'une chose, c'est que les conspirateurs ne sont autre que des évadés des milieux bourgeois et propriétaires fonciers,

qu'ils mettent obstacle à tout succès de collectivisation, préparant ainsi la voie à la famille. Une telle conception de classe a pour résultat l'exécution sans jugement de toute une série de travailleurs du parti qui, si l'on en croit le communiqué du Guépéou, étaient à ce point « héroïquement » indisposés contre les kolkhoz, le parti et les autorités qu'ils ont risqué leur vie pour rendre les tracteurs inutilisables dans les travaux des champs des kolkhoz.

Ceux qui connaissent la psychologie des travailleurs soviétiques et du parti, qui savent la crainte qu'ils éprouvent, ceux qui comprennent que toute activité malfaisante est impossible, ne peuvent douter que parmi les personnes exécutées il ne se trouvait ni contre-révolutionnaires ni saboteurs conscients. Il existe certainement une résistance toute naturelle contre les expériences soviétiques tentées à la campagne, mais cette résistance provient des profondeurs des masses; elle s'est manifestée non pas du fait qu'on s'est trouvé en présence de gens d'origine bourgeoise ou en face de propriétaires, mais tout simplement parce que les paysans montagnards, parmi lesquels les communistes, ne pouvaient rester indifférents à la vue des expériences qu'on tentait sur eux, comme s'ils eussent été des animaux.

C'est donc pour atténuer, pour cacher ces faits que des milliers de paysans sont déportés du Caucase en des lieux déshérités et mortels. Et pour que ces orgies sanglantes ne sautent point par trop aux yeux du peuple, pour montrer à la foule ceux qu'on accuse d'être la cause des malheurs qui fondent sur le pays, le Guépéou invente des « conspirations » et fusille des gens absolument innocents. C'est une répétition de ce que les bolcheviks ont toujours pratiqué, lorsqu'il s'agissait de « prouver » que les coupables dans les privations et les malheurs qui sévissent sont les « ennemis de classe » dont on trouve encore des débris au pays des soviets. Quinze ans après l'instauration du régime bolchevik, les méthodes de terreur continuent toujours à être appliquées dans l'édification du socialisme; les « glorieux » résultats obtenus sont consolidés de nos jours encore par les fusillades du Guépéou.

Au point de vue de l'opinion mondiale, c'est là une terrible condamnation du système appliqué dans la pratique à l'Est de l'Europe par les bolcheviks. Bien plus, c'est là un épouvantable danger pour les partis socialistes qui, partant des doctrines marxistes, ont pris position dans les rangs de la démocratie qui défend le droit, la liberté et la souveraineté du peuple. Un connaisseur de Marx, faisant autorité, le plus autorisé peut-être, M. Kaoutski, a depuis longtemps signalé le danger que présente pour le mouvement socialiste et démocratique en Europe l'application bolcheviste du marxisme. De nos jours ce danger est devenu manifeste.

Ibrahim TCHOULIK.



Aperçu de la lutte des Tatars de l'Idel-Oural pour leur indépendance

C'est vers le milieu du xvi^e siècle que les Tatars de la Volga perdent officiellement leur indépendance, ceux de Kazan en 1552 et ceux d'Astrakhan en 1554. En réalité, la perte de leur indépendance a lieu bien plus tard. Le fait est que le 15 octobre 1552, après une bataille sanglante qui décida du sort de Kazan, les Tatars ayant formé des détachements d'insurgés encerclent l'armée d'Ivan le Terrible, se livrent contre elle à d'incessantes attaques, exterminent les forces envoyées pour les combattre et les empêchent de sortir de Kazan.

En 1553, les Tatars élèvent une redoute à quelque 60 verstes de Kazan, à l'endroit où la Micha se jette dans la Volga. Cette redoute, qui portait le nom de « Micha-Tamak », fut emportée, quatre ans plus tard, par les Russes, après une résistance opiniâtre, sans pour cela mettre fin à la lutte. Toute la fin du xvi^e siècle est remplie de ces événements.

Au temps de la période des troubles, les Tatars, unis aux Polonais, s'efforcent de reconquérir leur indépendance et en fait, le Tatarstan se détache de la Moscovie, si bien qu'en 1612, Kazan, la capitale du pays, redevient indépendante.

Malheureusement, les chances de celui que l'histoire russe appelle le « faux Dmitri » baissèrent et les espoirs que Tatars et Polonais avaient mis en lui sombrèrent. La période des troubles prend fin et Moscou reprend l'offensive. Les Tatars perdent une bataille après l'autre et bientôt, sous la pression du prince Chouiski, ils sont obligés de livrer, à Moscou, les légionnaires polonais et quelques-uns de leurs propres chefs.

Au temps de la révolte de Stenka Razine, les Tatars se soulèvent à nouveau et bien que Kazan reste toujours dans la main des Russes, toute la région de la Volga est, en fait, indépendante. Mais après la défaite de Razine, les Tatars retombent sous le joug moscovite.

En 1694, la ville de Kazan est détruite par un incendie. Avec les maisons, les mosquées, disparaissent les écoles, bibliothèques, archives, etc.

De ce jour, Kazan perd son caractère national tatar et cela d'autant plus que par ordre de Moscou les Tatars n'ont plus le droit non seulement d'habiter cette ville reconstruite, mais encore de se fixer dans un rayon d'au moins 30 verstes autour de Kazan. Dans ces conditions, il n'est plus possible de rendre à Kazan son caractère tatar.

Au moment où se réunit l'Assemblée provinciale, aussitôt après la période des troubles, les représentants de l'État tatar, partie intégrante de la Russie, prennent part, au même titre que les Russes, aux décisions de l'assemblée et ils mettent en avant la candidature au trône de Russie de quelques princes tatars. Ces derniers, comme du reste les « mourzis » (nobles) et autres éléments tatars au service de l'État russe, jouent à l'époque un grand rôle dans la vie de la Moscovie : la direction des affaires orientales est confiée aux Tatars, des généraux tatars commandent l'armée russe et les fonctionnaires et serviteurs de l'État reçoivent en récompense des terres et des serfs. Dès lors, une véritable émulation pousse les Tatars à se saisir des « leviers de commande » et l'on vit

bientôt se former en Russie même une puissante et importante classe de riches mourzis et propriétaires tatars. Cette circonstance ne fut pas sans inquiéter Moscou qui prit ombrage de cette force nouvelle, aussi dès 1628, un ukaze spécial interdisait aux propriétaires tatars musulmans de posséder des serfs chrétiens. Cet ukaze fut renforcé en 1648 par de nouvelles dispositions plus restrictives encore; par contre le nouvel ukase autorisait les tatars convertis au christianisme à conserver leurs terres et leurs serfs-chrétiens. De ce jour, l'on vit apparaître dans les rangs de la classe noble, de riches boïars russes, d'origine tatare.

Au xvii^e siècle, Moscou poursuit la lutte contre tout ce qui rappelle l'ancienne vie tatare; des mesures répressives sont prises aussi bien dans le domaine national et religieux que dans le domaine économique. Les mosquées sont détruites par centaines, le clergé musulman est persécuté, les terres des Tatars sont confisquées sous divers prétextes au profit des paysans russes et des monastères aux fins de colonisation du pays. Et pour mieux effacer toute trace d'ancienne indépendance tatare, l'apparence persistante de ce qui fut le khanat de Kazan disparut à son tour, car il convient de rappeler que le Tatarstan, sous le nom de Khanat de Kazan, était gouverné par un vice-roi, nommé par Moscou. Par l'ukaze de 1708, le Khanat de Kazan devenait un simple gouvernement russe « Kazanskaïa Gouberniya ».

En réponse à cet ukaze, les Tatars de la Volga et de l'Oural se soulèvent cette même année et, unis aux Bachkirs, ils marchent sur Kazan dont ils s'emparent. L'indépendance du Khanat de Kazan est rétablie, malheureusement pas pour longtemps. Pierre I^{er} ayant organisé une armée russe se porte sur Kazan qu'il reprend, mais ne se sentant pas en sûreté, il prend des mesures draconiennes envers la population tatare. Par son ukaze de 1713, il annule tous les privilèges dont jouissaient les Tatars au service de l'Etat et les mourzas musulmans; par celui de 1718, toute la population tatare fut classée dans la catégorie des « lachman », c'est-à-dire dans la catégorie des gens obligés de travailler pour l'Etat à la coupe du bois, à la construction des vaisseaux, des routes, etc. Par l'ukaze du 9 janvier 1722, les enfants tatars âgés de 10 à 12 ans étaient enrôlés dans les rangs de l'armée.

Aux mesures répressives du Gouvernement russe, les Tatars répondirent par des soulèvements connus sous les noms de Ilmiak-Abz (1735), de Kara-Sakala (1739). Ils furent réprimés sans pitié. Les persécutions contre les Tatars, dans le domaine national aussi bien que religieux, prirent un caractère particulièrement pénible : en 1742, une commission formée de prêtres russes se mit à convertir de force les Tatars au christianisme; une lutte contre la religion mahométane fut déclarée sans merci. Par décision de cette commission, dans le seul gouvernement de Kazan, 418 mosquées sur 536 furent détruites, des dizaines de mille Tatars furent portés dans les listes des orthodoxes malgré leurs protestations.

Le 11 septembre 1743, un ukaze libérait de tout impôt, pour une durée de trois ans, les Tatars devenus orthodoxes, et pour que cette somme ne fût point perdue, ordre fut donné de la récupérer sur les Tatars non convertis.

La population tatare et bachkir fut soumise à un joug très pénible et à des humiliations sans nombre. Non seulement il leur fut défendu de

renoncer à tout travail sur métaux, à faire des couteaux, des sabres, des poignards, mais encore de forger des clous, des fers à cheval, etc., et même de se livrer au commerce. Tant d'oppression ne pouvait que renforcer la haine dans le cœur des Tatars, qui n'attendaient qu'un moment favorable pour se soulever à nouveau. Il se présenta en 1774.

A la nouvelle de la révolte de Pougatchev, les Tatars et leurs voisins, les Bachkirs, s'empressèrent d'entrer en contact avec ce Cosaque et avec son appui, essayer de reconquérir leur indépendance. Les négociations eurent des résultats heureux. Un manifeste lancé par Pougatchev rétablissait le Khanat de Kazan. Le 10 avril 1774, les Tatars et les Bachkirs, unis aux forces de Pougatchev, s'emparaient de Kazan. Au cours des combats livrés aux Russes par Pougatchev, les Tatars et les Bachkirs furent l'élément le plus sûr et c'est pourquoi, lors de la retraite de Pougatchev, ces derniers essuyèrent de grandes pertes. Plusieurs chefs tatars, faits prisonniers, furent pendus par les Russes. Lors de la reprise de Kazan par les Russes, plus de 2.000 Tatars et Bachkirs, selon un témoignage du marchand russe Soukhorkov qui prit part à la bataille, restèrent sur le champ de bataille.

Les sacrifices faits par les Tatars et les Bachkirs ne furent point sans influencer la politique russe. Tout en restant fidèle à la politique générale de Pierre I^{er}, l'impératrice Catherine II n'en fut pas moins obligée d'en atténuer la rigueur. Elle se rendit donc à Kazan, et autorisa les Tatars à reconstruire une mosquée (l'on a vu précédemment que toutes avaient été détruites avec défense d'en construire de nouvelles) et annula l'ukaze qui défendait aux Tatars d'habiter les abords de Kazan, sur un rayon de trente verstes. Il est vrai qu'à l'époque, les environs de Kazan étaient entièrement peuplés de Russes. Par un ukaze en date de 1784, Catherine rétablissait dans leurs droits les mourzas tatars sans toutefois leur rendre les terres confisquées; elle donnait également le droit aux marchands tatars de faire du commerce avec le Turkestan, la Chine et la Perse. L'ukaze de 1788 reconnaissait officiellement la religion mahométane et, quant au clergé musulman, il lui fut accordé le droit de s'organiser. Il se constitua ainsi une institution qui prit le nom de « Consistoire ecclésiastique musulman ».

Les Tatars ne manquèrent point de mettre à profit cette autorisation et bientôt l'on vit les marchands tatars, les industriels se mettre à l'œuvre. Le commerce prit un développement considérable; de part et d'autre, des usines, des fabriques s'élevèrent et Kazan devint, au début du dix-neuvième siècle, un centre industriel de premier plan. La fabrication de la toile, d'après l'historien Foukos, fut particulièrement intense à Kazan; elle atteignit 609.800 archines par an, c'est-à-dire les 75,2 % de la production de toute la Russie.

Dans la production des cuirs, du drap, du savon, les Tatars de Kazan rivalisaient avec les plus grands industriels de Russie. C'est l'époque où l'imprimerie fut introduite à Kazan (1799) et la publication de livres en tatar et en arabe prit un grand développement. Pendant toute cette moitié du dix-neuvième siècle, les Tatars accordent une attention toute particulière au travail culturel. Par leurs propres moyens, les Tatars construisent des mosquées, des medressés (écoles) dans chacun de leurs villages et dans les grandes villes, telles que Kazan, Oufa, Orenbourg, Troïtzk, Kargala, ils fondent de grandes écoles pour la préparation des mollahs, des

muezzins, des instituteurs. De toutes parts, en Russie, en Sibérie, au Turkestan les marchands tatars entrent en rapports avec la population locale, les affaires s'élargissent et des fortunes s'établissent. La culture tatare se répand, non seulement parmi les Bachkirs, les Kirghiz-Kazaks, mais encore parmi les peuples finnois tels que les Maris, les Mordvas, les Moukchis qu'ils convertissaient à la foi musulmane, ce qui facilitait leur tatarisation.

Ce qui caractérise cette période c'est, d'une part, l'ouverture et l'organisation de grandes écoles tatars (à Kazan, par exemple, le nombre des élèves accourus de province atteignait 7.000) et, d'autre part, l'apparition de ce qu'on pourrait appeler l'« ichanisme », c'est-à-dire l'établissement de certains ordres religieux. Ces derniers avec pour chefs des « ichans », autrement dit des Cheikhs, se répandaient parmi le peuple qu'il groupait autour de son nom par centaines, par milliers et qu'il instruisait dans un esprit essentiellement antirusse, lui laissant entrevoir que la domination russe n'était que passagère.

Le plus influent de ces ordres était celui des « nagchbendi ». Les cheikhs de cet ordre groupaient autour d'eux des milliers de « murides » ou partisans plus ou moins fanatiques. Non moins influent était aussi l'ordre des « veïssi » dont le premier article de leur doctrine revendiquait « la libération des terres des anciens bulgares-musulmans du joug des *guiaours* russes (infidèles) ». Les affiliés à cet ordre menaient une lutte passive, une lutte de non-obéissance aux lois russes, comme le refus de payer l'impôt, la désertion, la désobéissance aux lois, etc. Cet ordre acquit une importance considérable parmi le peuple, fortement travaillé par les murides, ardents propagandistes.

Inquiet de voir se développer cet élément de révolte, le Gouvernement russe défendit toute activité à cette organisation. Il déclara que le chef de cet ordre, l'ichan Bahaetdine, était fou et comme tel on l'enferma dans une prison où il mourut. L'ordre des Veïssi fut dissous et nombre d'affiliés à la secte furent inquiétés et tenus sous une étroite surveillance.

Au cours de cette période, la culture spirituelle tatare atteint un développement inconnu jusqu'alors et les savants théologues-réformateurs comme Adul Nasr Coursavi, Chigatbetdine Merdjani devinrent célèbres dans tout le monde musulman.

Le fait qu'au cours du dix-neuvième siècle, les Tatars portèrent toute leur attention sur le travail culturel explique pourquoi cette période fut plus tranquille au point de vue politique; toutefois quelques troubles eurent lieu au moment de la Guerre de Crimée en 1855, mais ils ne prirent jamais l'importance d'un mouvement général.

Il est bon de signaler l'absence, durant cette période, de toute littérature d'ordre politique, ce qui s'explique du fait que le Gouvernement russe exerçait une surveillance très sévère sur tout ce qui pouvait paraître et que la publication de journaux et de revues de langue tatare était formellement interdite.

Vers la fin du dix-neuvième siècle, la situation économique des Tatars, celle de Kazan et de ses abords immédiats en particulier, subit un mouvement de recul; elle eut pour cause les mesures répressives du Gouvernement russe.

Pour réduire l'importance de Kazan et affaiblir le développement économique des Tatars, le Gouvernement russe, par le canal de son

administration et surtout par son appareil financier exerce sa pression. Cette pression se manifeste tantôt sous forme de retards apportés dans la délivrance des autorisations sinon par des refus à tout projet de construction d'usine ou de fabrique, tantôt sous forme d'enquêtes dans les usines et fabriques en exploitation, par des refus de crédit dans les banques tout en défendant aux industriels et commerçants tatars d'ouvrir leurs propres banques. Dans le même temps le Gouvernement russe donnait tout son appui à l'industrie moscovite, un appui administratif et financier.

Cette politique eut pour effet de faire perdre à Kazan le rôle qui lui était dévolu dans le domaine industriel et commercial. Dès lors, les marchands, les grands négociants tatars se virent obligés de chercher ailleurs un champ d'action et, abandonnant leur ville de Kazan, ils transportèrent leur activité au Turkestan, en Sibérie, en Russie. De ce jour, Kazan en tant que centre industriel et commercial perdit de son importance.

Parallèlement et pour les mêmes causes, la culture tatare se trouve arrêtée dans son essor. Le Gouvernement russe s'efforce de créer toutes sortes de difficultés à l'élément tatar : les médressés sont à nouveau fermés et défense est faite d'en ouvrir de nouveaux; les autorisations de départ qu'on accordait jusqu'alors à la jeunesse studieuse tatare, désireuse de continuer ses études à l'étranger, furent désormais refusées.

Ces mesures répressives du Gouvernement russe eurent pour effet de susciter l'émigration en masse de la population tatare de la Volga qui cependant n'atteignit pas les proportions de l'émigration des Tatars de Crimée, grâce à l'intervention des milieux tatars plus conscients.

À l'aube du vingtième siècle, un journal tatar, le premier, paraît en Crimée. Ce journal qui trouve le plus de lecteurs parmi les Tatars de la Volga joua bientôt un rôle de très grande importance pour l'eupéanisation de la vie tatare et pour la cristallisation de l'idée nationale selon les conceptions européennes. Le *Terdjiman* (le Traducteur), tel était le nom de ce journal, avait pour but déclaré d'éduquer les turco-tatars dans un esprit d'unité sans distinction de tribu, de clan, de territoire. Cet esprit des intellectuels tatars de Crimée et de la Volga pénètre plus avant dans les pays voisins, au Caucase et au Turkestan, et l'idée d'unité se généralise dans toutes les classes de la société turco-tatare.

Après la révolution de 1905, lorsque fut donnée une certaine liberté à la presse, l'idée libre des intellectuels tatars déploie son activité sur tous les fronts, aussi bien politiques que culturels, mais toujours dans le même esprit d'unité de tous les Turks. Les premiers Congrès musulmans de 1905-1906 organisés au cours de la foire de Nijni-Novgorod et la création de partis politiques sur une échelle turke, tels que l'İttifak, le Tantchi, le parti social-démocrate en sont un témoignage.

La lutte politique des Tatars, engagée jusqu'à présent sous le couvert religieux, manifeste ouvertement son activité à partir du début du vingtième siècle. La jeunesse scolaire s'organise en sociétés secrètes à Kazan même en 1901, sous le nom de « Chakirdlik ». En peu de temps, l'association compte non seulement des membres parmi la jeunesse tatare de la Volga et de Sibérie, mais encore parmi la jeunesse de Crimée.

Cette organisation publie à Kazan une feuille illégale portant le nom de *Tarakki* (le Progrès). Bien que le programme de cette organisation

fut assez obscur, il n'en était pas moins dirigé contre l'autocratie, prêchant l'union de tous dans la lutte pour l'indépendance. Ladite organisation eut une grande influence sur la vie politique des Tatars; elle s'occupait de toutes les questions nationales, discutant jusqu'à l'ouverture de quelque école dans un village perdu de Tatarie. Après trois ans d'activité, l'organisation fut dissoute par les autorités russes.

Les particularités les plus caractéristiques de cette période sont ce qu'on appelle « les Sociétés de bienfaisance musulmanes » autour desquelles viennent se grouper les éléments les plus prudents. Ces organisations qui fonctionnent légalement, mènent en même temps une activité politique secrète.

La guerre russo-japonaise agite fortement le monde turk et plus particulièrement les Tatars. Un nouveau parti politique tatar, « Hurriat », (Liberté), apparaît avec un programme radical-national. Ce parti compte dans ses rangs de nombreux intellectuels tatars. Un organe de même nom est publié et l'organisation prend une part très active à la vie des Tatars parmi lesquels elle fait une forte propagande contre la Russie, prêchant la désertion des éléments musulmans au moment de leur incorporation dans l'armée russe. Ladite organisation prit aussi une part très active au premier Congrès des musulmans de Russie, réuni en 1905 sur un bateau au milieu de l'Oka; tous ses efforts tendirent à engager le Congrès dans une voie révolutionnaire. Dès lors, deux groupes se fondèrent : un groupe constitutionnel modéré et un groupe radical-révolutionnaire.

(A suivre)

ISHAKI.

Revue de la Presse

Apostrophe magistrale

Le *Trident*, journal ukrainien édité à Paris, donne le texte de la déclaration qu'a faite le Professeur Alexandre Choulguine au Congrès de l'Union Internationale pour la S.D.N., et dont on ne saurait méconnaître l'importance dans le conflit sino-japonais.

« Je suis, a déclaré M. Choulguine, non moins pacifiste que tous ceux qui ont voté *pour*, mais avant de condamner l'attitude du Japon en Mandchourie, je vais vous demander si l'on a protesté contre l'occupation par l'U.R.S.S. de la Mongolie qui fait actuellement partie de l'Union soviétique ? Est-ce que l'on a protesté contre l'invasion de ce même Etat en Mandchourie en 1929 et contre la « soviétisation » par lui d'une grande partie de la Chine même (activité de Borodine et Galen) qui n'a d'autre but que l'incorporation de cette dernière dans l'Union soviétique ? Et qui a protesté quand l'U.R.S.S. a envahi, annexé et anéanti les Républiques d'Ukraine, de Géorgie, d'Azerbaïdjan et du Caucase du Nord, reconnues libres et indépendantes par elle-même et par plusieurs autres Etats ? Est-ce qu'on a jamais proposé de prendre contre cet agresseur perpétuel les mesures que l'on propose aujourd'hui de prendre contre le Japon ? Non, et même au contraire, on invite dans le nombre des jurés appelés à juger le conflit sino-japonais le représentant de l'U.R.S.S., c'est-à-dire de l'Etat qui, pendant les quinze dernières années, trouble inces-

samment la paix mondiale en général et surtout celle de la Chine elle-même en particulier. On va peut-être me répondre que l'Union soviétique ne fait pas partie de la S.D.N.; mais, dans ce cas, c'est un avantage de n'en être pas membre.»

Cette apostrophe magistrale a été écoutée dans un silence impressionnant.

Excès de patriotisme

Le journal *Gortzi Kavkaza* (*les Montagnards du Caucase*) annonce, dans son dernier numéro, qu'il paraîtra désormais en deux langues : russe et turque.

« La Turquie, dit-il, est dans notre voisinage immédiat. Plusieurs centaines de milliers de nos frères et de nos sœurs, chassés de leur patrie par un ennemi implacable et sanguinaire, ont trouvé un refuge dans les limites de l'Empire Ottoman. Notre devoir est de resserrer les liens avec eux. Par notre entremise, ils ressentiront avec plus de force le souffle de la patrie qui les appelle à réoccuper leurs anciennes terres abandonnées. »

Nous avons le regret de faire remarquer que ces considérations sentimentales, si louables soient-elles, nous paraissent complètement dépourvues de tout sens politique. Le journal ne s'aperçoit même pas qu'avec son projet il élimine des centaines de milliers de Cosaques du Kouban, depuis longtemps établis dans cette région. Ce n'est pas tout. Il appelle Circassie tout le Caucase du Nord et efface ainsi de la carte politique le Daghestan et la Tchetchnie. Il force les chaînes du Caucase et prétend englober dans le Caucase du Nord une grande partie de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan... Le moment est-il bien choisi pour agiter toutes ces fantaisies et envenimer les relations entre les peuples du Caucase ?

Pour qui travaille ce singulier défenseur de la liberté caucasienne ? !

Projet de Griboédov

Dans le dernier numéro du *Caucassioni*, grande revue littéraire géorgienne éditée à Paris, M. Amiredjibi publie une brillante étude sur l'insurrection géorgienne en 1832, dans laquelle il évoque le projet original du célèbre poète russe, Griboédov. Le poète avait le vif sentiment de l'injustice infligée par l'Empire russe à un petit pays dont le passé héroïque et le degré de culture lui inspiraient une vive admiration. Aussi s'employa-t-il à chercher une combinaison politique susceptible d'atténuer cette injustice et de créer à la Géorgie une situation plus ou moins indépendante.

« Entraîné par son idée et ses rêves, écrit M. Amiradjibi, Griboédov fit un projet de réorganisation de l'administration de la Géorgie. D'après ce projet, toute la direction politique et économique du pays devait passer entre les mains d'une Compagnie organisée sur le modèle de la Compagnie Anglaise de l'Inde. Le vice-roi et l'armée devaient être soumis au Directoire de cette Compagnie dans laquelle Griboédov s'attribuait à lui-même le rôle du chef. Il s'attribuait aussi le droit de déclaration de guerre au cas de conflit avec les peuples voisins, de construction de forteresses, de mobilisation de l'armée, et de plein pouvoir dans les relations diplomatiques avec les puissances voisines. Tout cela a été exposé d'une plume éloquent, sous la dictée de Griboédov, par M. Zaviéléiskiy, gouverneur de Tiflis, dont il avait conquis le cœur et dans

lequel il trouva un ami et un partisan dévoué pour la propagande de son idée. Griboédov travailla beaucoup pour y entraîner les autres. Arrivé pour quelques jours à Akhal-Kalaki alors qu'il était fiancé à la princesse Nina Tchavtchanadzé (mariage ardemment désiré par lui pour se faire naturaliser Géorgien), il exposa son projet à Paskievitch, le généralissime de l'armée du Caucase et exigea la prise de Batoum qu'il considérait comme indispensable pour le développement de la dite Compagnie.»

Il y a des Russes qui aiment la Géorgie, mais... ce ne sont que les poètes.

Conférence de M. Dadechkeliani

M. Ilamaz Dadechkeliani, membre correspondant de l'Association des Avocats Conseils et Conseils Juridiques (Paris), Secrétaire général de la Paroisse orthodoxe géorgienne de Paris, a fait le jeudi 16 mars aux Conférences orthodoxes pour les Eglises Œcuméniques (lesquelles groupent les orthodoxes de toutes nationalités et langues), un exposé sur l'évolution du statut canonique de l'Eglise orthodoxe de Géorgie.

La réunion était présidée par le R.P. Grégoire Péradzé, docteur en philosophie, recteur de la Paroisse orthodoxe géorgienne de Paris, ancien docent à l'Université de Bonn-sur-Rhin.

Le R.P. Péradzé a invoqué l'importance qu'il y avait lieu d'attacher à la communication de M. Dadechkéliani relativement à l'Eglise d'Ibérie, dans un milieu dont le but était de faire ressortir le véritable caractère *universel* et *supra-national* de l'Eglise orthodoxe. Il signala en passant le rôle qu'a joué l'Eglise orthodoxe pendant la période des sept conciles œcuméniques.

Le R.P. Péradzé cita les principaux monuments et textes géorgiens de caractère biblique, hagiographique et patrologique qui ont servi à l'histoire du christianisme.

M. Dadechkéliani a ensuite pris la parole pour retracer l'évolution du statut canonique de l'Eglise autocéphale de Géorgie depuis ses origines (quatrième siècle) jusqu'à nos jours. Il fit l'analyse de l'acte par lequel le pouvoir laïque russe empêcha en 1811 l'Eglise de Géorgie d'exercer ses droits d'autocéphalie, lesquels droits *n'avaient jamais été canoniquement abolis*. Il examina ensuite les deux actes du Gouvernement provisoire russe (mars et juillet 1917) par lesquels le même pouvoir laïque russe, inspiré du désir de réparer la situation irrégulière créée par son prédécesseur (le pouvoir impérial) retirait les obstacles qui avaient été causés à l'Eglise géorgienne dans l'exercice de ses droits d'autocéphalie.

Le conférencier souligna que, toutefois, ces deux actes de 1917 ne rétablissaient point la situation canonique telle qu'elle existait avant 1811 (autocéphalie territoriale), mais créait un nouvel état de choses (autocéphalie *nationale* et non *territoriale*, irrégulière et entachée de « philétisme », formellement condamnée par l'Eglise orthodoxe.

M. Dadechkéliani, ayant analysé le régime auquel l'Eglise de Géorgie était soumise pendant cent six ans (de 1811 à 1917), par la *force* et non en vertu d'une disposition quelconque ayant effet canonique, conclut à la nécessité de plus en plus impérieuse pour les Orthodoxes de toutes nationalités, de considérer l'Eglise à laquelle ils appartiennent, comme *valeur en elle-même* et non comme une forme de la vie politique ou nationale d'un peuple ou d'un Etat, et de renoncer à la conception qui consiste à envisager l'Eglise comme un instrument ou un moyen employé à la réalisation d'un autre but quelconque aussi élevé

qu'il soit. Le conférencier cita, à l'appui de son exposé, quelques faits historiques illustrant les résultats fâcheux de l'asservissement de l'Eglise aux pouvoirs temporels; il raconta ensuite quelques-uns de ses souvenirs relatifs aux travaux du Gouvernement provisoire relatifs à l'élaboration des décrets lors de mars et juillet 1917 qui rétablissait l'autocéphalie de l'Eglise de Géorgie.

M. le Prof. Kartachev, ancien ministre des cultes du Gouvernement provisoire russe (un des auteurs des actes de mars et de juillet 1917), présent à la conférence, intervint aux débats intéressants qui suivirent l'exposé de M. Dadechkéliani.

Assistaient également à la conférence, les Recteurs et représentants des diverses communautés orthodoxes (grecque, roumaine, russe et autres) existant à Paris.

M. Dadechkéliani a été longuement applaudi.

G...

CHRONIQUE

CAUCASE DU NORD

Le rayon de Goudermès en Tchetchnie sabote systématiquement les opérations de stockage de l'Etat. La plupart des travailleurs du parti et des kolkhoz refusent d'exécuter les chargements cent pour cent.

Constatant depuis longtemps déjà les instincts pillards des dirigeants russes du parti, ils refusent de nourrir le prolétariat russe des usines et fabriques dans les centres industriels qui, en échange, ne leur donnent pour ainsi dire rien. Les autorités ont arrêté deux travailleurs très connus sur le front du stockage, les nommés Popaï et Doukaï comme étant des propagandistes du sabotage.

Le bureau de rayon komsomol (des jeunes communistes) a été dissous en raison de ses tendances favorables à l'ennemi de classe; ont été révoqués, exclus du parti et déférés en justice: le secrétaire de la cellule du parti du village de Goudermès (M. Nokaev), le président du Soviet rural du village d'Aslanbek (M. Soultan) et le président du Soviet rural de l'aoul Isti-Sou (M. Vazir Khan). Les nommés Abdul Hadji de Grozno et son complice Soltami Hamid, Soltanbek, secrétaire d'une cellule du parti, Issak-Bek, président du Soviet rural et Témir-Boulat, président du kolkhoz ont été condamnés à être fusillés pour avoir fait de l'agitation antisoviétique et fait échouer le plan de stockage.

*
**

Dans le rayon d'Ourous Martano en Tchetchnie l'on comptait 6.276 personnes fréquentant l'école; au milieu de décembre on n'en comptait plus que 2.300. La cause en est aux conditions défectueuses de l'école, au manque de vêtements, de livres, de manuels, de papier, etc. Le journal de Grozno demande à la section de l'enseignement de prendre des mesures immédiates pour remédier à la situation et il rappelle que par toute la province apparaissent des écoles arabes qui, affirme le journal, ne peuvent servir qu'aux éléments et groupements nationalistes dans la lutte contre le pouvoir soviétique.

*
**

La dislocation des kolkhoz et des sovkhos se poursuit parallèlement avec des actes de sabotage au Kouban. Cet état de choses a obligé le Comité nord-caucasien à recourir à des mesures plus « humaines », les grands moyens étant devenus inefficaces. Il a été décidé que conjointement avec les mesures représ-

sives en vigueur, une propagande intense sur le « front paysan » serait organisée au Kouban. En dehors des volontaires de choc, la mobilisation dans les villes des meilleurs agitateurs a été décidée. Ces éléments seront envoyés dans les campagnes du Kouban. C'est ainsi que, de Vladicaucase, 35 propagandistes ont été envoyés au Kouban, que la ville de Krasnodar en a envoyé 70 pris parmi les meilleurs activistes du parti. Ils ont pour tâche de montrer la manière de travailler, la fermeté bolcheviste dans la lutte pour la construction d'une société dépourvue de toute classe.

*
**

Pour juger de la gravité de la lutte qui se livre sur le front du stockage, dans les régions autonomes des Montagnards du Caucase, il suffit de parcourir la *Groznenskaïa Gazeta*. Le représentant soviétique chargé des opérations de stockage, Nasoukhanov, et le membre du Comité de concours aux dites opérations, Omarov, s'étant rendus chez un villageois d'Ourous-Martan en Tchetchnie nommé Bogaev Housan sommèrent ce dernier d'avoir à exécuter la tâche qui lui incombait dans les opérations du stockage des céréales. La conversation s'étant envenimée, l'oncle de Bogaev, le nommé Souldan Mahomed, se mit à frapper l'un des agents soviétiques dans le temps même où Bogaev se précipitait, un poignard à la main sur Omar. Les deux agents soviétiques ne durent leur salut qu'à la fuite; personne n'osa néanmoins arrêter les deux villageois. Quelques jours plus tard, Nasoukhanov revint, accompagné de quelques membres du Comité déjà cité et tandis qu'il essayait d'ouvrir la porte de la maison de Bogaev, ce dernier lui porta un coup de hâche qui lui trancha la main. Arrêté, il fut condamné à dix ans de prison et son complice, Mahomed, principal inculpé, fut condamné à être fusillé.

*
**

Le tribunal régional nord-caucasien a condamné à mort pour vols et abus les personnes suivantes : Inozentsev, membre de direction d'un kolkhoz; Karpenko, peseur de kolkhoz; Tikh, élément déclassé; Gontcharov, propriétaire individuel; Barsouk, koulak; Gouz, président de kolkhoz; Podeniakhine, garçon d'écurie de kolkhoz; Kotov, secrétaire d'une cellule du parti; Tsirov, ancien président de kolkhoz; Bortchtchenko et Kovalev, membres de la direction d'un kolkhoz; Gorgalo, koulak; Ouliantchenko, koulak; Baev Kosta, kolkhoznik; Melnikov, koulak; Sigarev, kolkhoznik. Ainsi qu'on peut le voir, la qualité de ces condamnés à mort est loin d'être bourgeoise. N'empêche que la législation de la « patrie des prolétaires de tous pays » admet l'application de la peine de mort pour cette catégorie de gens pour vols sans importance.

*
**

Le journal de Vladicaucase demande des sanctions très sévères contre certains membres, traîtres au parti. Au cours d'une réunion des travailleurs de science du parti près l'Institut des recherches scientifiques de l'Ossétie du Nord, le décret du 7 août 1932 sur la « garde de la propriété socialiste » fut l'objet d'un examen.

Nous avons déjà signalé combien de sang avait été versé sur tout le territoire de la dictature du prolétariat, du fait de ce décret qui pour un simple vol exigeait une condamnation à mort.

Au cours des débats, certaine Sabanova, élève allogène dudit Institut, déclara que si les femmes recouraient parfois au délit de vol de grains des kolkhoz, c'était tout simplement du fait qu'elle-même et ses enfants avaient faim. Elle exprima même l'idée de voir ajouter un amendement audit décret,

en faveur des régions autonomes. Ces déclarations indignèrent les communistes russes, ce que voyant, le secrétaire de la cellule du parti, Bigoulov, allogène lui-même, prit la défense de la femme Sabanova. Son intervention ne fit qu'accroître la fureur des Russes membres du parti et komsomols. A la suite de ces faits, Sabanova et Bigoulov ont été exclus du parti et expulsés de l'Institut en tant que « traîtres au parti et qu'agents cachés des nationalistes montagnards ».

* * *

Le *Groznenski Rabotchi* du 11 août signale que le communiste Zimoveï Alexandre a été exclu du parti pour désertion du parti, pour inexécution des décisions du bureau du Comité régional tchetchène et pour avoir de sa propre initiative quitté l'organisation régionale du parti.

* * *

Alors que dans les campagnes russes le kolkhoz est la forme de la collectivisation générale des terres, en Tchetchnie cette opération est désignée sous le nom de « toz ». Les informations qui nous parviennent montrent que la situation et le renforcement des « toz » sont loin d'être satisfaisantes. Dans le district de Goïti par exemple, où l'on compte officiellement 37 % de propriétés collectivisées, il n'en existe réellement que dans les proportions de 17 %. C'est ainsi, dit le *Groznenski Rabotchi* du 27 août, que sur le papier l'on trouve des chiffres qui ne correspondent point à la réalité des faits.

* * *

Le *Molot* du 12 août, de Rostov, cite le cas d'un ingénieur allemand, nommé Barani, qui travaille depuis neuf mois en qualité de spécialiste dans une fonderie. Si étrange que soit le cas de cet ingénieur, spécialisé dans cette partie depuis 14 ans, ordre lui a été donné de devenir adjoint d'un maître ouvrier. Ledit M. Barani ayant protesté, il lui fut répondu qu'il pouvait tout aussi bien être utile en remplissant ces fonctions.

UKRAINE

Le Congrès Universel des Anciens Combattants à Genève

Au cours du Congrès Universel des Anciens Combattants en faveur de la paix, organisé par la F.I.D.A.C. et la C.I.A.M.A.C. à Genève, le 19 mars 1933, la délégation de l'Union des Anciens Combattants Ukrainiens a transmis aux présidences de ces deux organismes internationaux la déclaration qui comporte les vœux des Invalides et Anciens Combattants ukrainiens en ce qui concerne la paix. Cette déclaration fut ainsi rédigée :

Au cours de la manifestation pacifiste d'aujourd'hui où les Anciens Combattants de tous les pays expriment leur ferme volonté d'établir la paix dans le monde et cherchent la formule propre à en assurer la solidité, nous avons l'honneur, au nom des Invalides et des Anciens Combattants de l'armée de la République Démocratique Ukrainienne, de déposer la déclaration suivante :

Ce n'est pas seulement les Anciens Combattants et les Mutilés ukrainiens qui désirent vivre en paix; c'est le vœux sacré du peuple ukrainien tout entier, c'est-à-dire plus de 30 millions d'êtres humains.

Depuis des années il se trouve sous une domination militaire étrangère, celle de Moscou, depuis des années il subit un régime inhumain avec l'armée moscovite pour seul maître, le Guépéou pour seul juge. La faim et la misère est le seul lot qui lui soit dévolu. Tandis que les autres peuples vivent au sein de la liberté et de l'indépendance, l'Ukraine ainsi que les pays du Caucase et

le Turkestan, après avoir secoué le joug moscovite en 1917, et après des luttes sanglantes pour la liberté, est retombée dans l'esclavage de Moscou la rouge, bien plus cruel encore dans l'esclavage politique, économique et social.

Si vous pensez établir la paix mondiale en résolvant les problèmes de l'Europe Occidentale et de l'Europe Centrale, n'oubliez pas que la question de l'Est Européen demeure tout entière pendante. Elle ne pourra être résolue, c'est-à-dire la paix de l'Europe ne pourra être assurée, aussi longtemps que des peuples gémiront sous un régime plus terrible qu'une guerre. En effet, tant qu'il restera des nations étouffant sous une domination étrangère, il ne pourra être question de cette confiance réciproque entre les peuples qui est la base essentielle de la paix.

Mes chers Camarades ! nous ne demandons qu'une seule chose : à l'heure où l'Ukraine martyrisée se lèvera pour défendre ses droits dont aucune puissance ne peut la dépouiller parce qu'elle ne les tient d'aucune puissance, mais d'elle-même, à cette heure nous souhaitons que votre fraternelle pensée nous accompagne sur le chemin de la liberté et de la paix.

*
**

Un discours anglais en faveur des peuples opprimés

Les organisations ukrainiennes d'Amérique annoncent :

Un banquet fut organisé à New-York en l'honneur de l'ancien consul général de Grande-Bretagne dans cette ville, M. Henry Armstrong. Celui-ci prononça un discours en faveur des peuples asservis par les bolcheviks et il insista sur l'œuvre néfaste des Soviets dans le monde et plus particulièrement en Angleterre.

« Grâce à l'argent bolcheviste que Moscou envoie en Angleterre, une active propagande anti-anglaise se fait en Grande-Bretagne, en Irlande et aux Indes. Les Soviets veulent couler tous les gouvernements du monde; et l'on peut dire que la crise actuelle, et toutes les difficultés politiques de l'heure présente leur sont dues... L'état du monde ne peut être florissant, quand 180 millions d'hommes se sont écartés de la civilisation. »

Ensuite M. Armstrong déclara qu'il n'était pas obligatoire aux gouvernements de déclarer la guerre aux Soviets et de lutter contre eux avec les armes à la main, mais que ces gouvernements devraient comprendre une fois pour toutes qu'il y a des peuples asservis par les Soviets, et qu'il faut leur accorder une aide morale et matérielle. Ces peuples sont l'Ukraine, la Géorgie, l'Azerbaïdjan, le Turkestan, etc...

« Et quand l'heure viendra, ajouta Henry Armstrong, où l'insurrection anti-bolchevique éclatera en Ukraine, en Géorgie, chez les Montagnards du Caucase ou en Turkestan, les grands gouvernements devront accorder à ces peuples insurgés une aide efficace, s'ils désirent que la paix revienne sur la terre. »

*
**

GEORGIE

Appel de l'Association Géorgienne pour la S.D.N.

Il fut un temps où l'épée et l'audace étaient des armes suffisantes pour la défense de la patrie. De nos jours, il n'en est plus ainsi; à elles seules ces armes ne suffisent plus; il faut encore l'appui de l'opinion publique mondiale.

Si la Géorgie libérée a succombé, si elle est tombée de nouveau sous la domination russe, la cause en est, en grande partie dans le fait qu'en Europe on ne la connaissait pas, qu'on ignorait son passé, son niveau de culture, ses droits et son activité créatrice; on considérait le rétablissement de son indépendance comme une manifestation éphémère et non comme une conclusion



inévitabile du processus de son histoire. Notre devoir est donc tout tracé : il s'agit de dissiper ce malentendu.

La Société des Nations eut été un champ d'activité tout indiqué pour ce travail. Malheureusement l'invasion de l'armée soviétique en Géorgie nous a coupé l'accès à cette arène. Mais il reste une autre institution : « l'Union Internationale des Associations pour la S.D.N. », dans laquelle l'Association Géorgienne est admise sur un pied d'égalité avec toutes les autres. Là, l'accès est libre et un champ d'action immense s'ouvre à notre activité.

Dans cette Union sont représentées presque toutes les nations d'Europe, d'Amérique et d'Asie. On y rencontre d'éminents hommes d'Etat de tous les pays, des écrivains et des savants. On organise de temps à autre des Congrès de l'Union, on y fait des rapports, on y discute différentes questions d'une portée générale, on agite l'opinion publique dans le monde entier et on contribue à l'élaboration d'un point de vue définitif sur des problèmes qui se posent dans le domaine du droit international. Le but de l'Union est de servir les tâches de la S.D.N., c'est-à-dire la paix et la justice dans la relation des peuples.

Paix et justice ! Les revendications du peuple géorgien n'ont jamais été autre chose. C'est sur la base du droit qu'il demande le respect de sa souveraineté nationale si brutalement violée et foulée aux pieds par l'impérialisme russe. Il est vrai que pour le moment la Géorgie, pliée sous l'oppression soviétique n'est pas à même d'élever la voix, mais par contre nombreux sont les Géorgiens qui ont été contraints d'abandonner leur patrie et de fuir à l'étranger. Ils sont disséminés un peu partout dans le monde entier. Chaque Géorgien, morceau du corps national, porte en lui une parcelle de l'âme et de la conscience nationale. Rassembler ces parcelles éparses, en former un tout, serait constituer un foyer de rayonnement des plus éblouissants dans le monde, rayonnement qui doit pénétrer dans la politique mondiale et y mettre en lumière le vrai visage du peuple géorgien : sa culture deux fois millénaire, ses droits violés et sa volonté inébranlable de revivre sa vie nationale.

Notre chemin est tout tracé, la porte est ouverte et le champ d'activité est libre.

C'est pourquoi nous faisons appel à tous les Géorgiens, petits et grands, hommes et femmes, sans distinction de parti, pour qu'ils s'inscrivent dans notre Association dont les filiales doivent être fondées dans tous les pays d'émigration géorgienne.

Le temps presse, la situation se complique, l'atmosphère se charge d'électricité et l'orage peut éclater... Si le peuple géorgien se montre toujours prêt à affirmer sa volonté nationale en Géorgie, il est indispensable qu'il trouve en Europe un écho favorable dans la conscience de l'humanité civilisée.

Géorgiens ! prenez part à ce grand travail.

Le Comité : E. Gueguetchkori, Georges Gvazawa, Kh. Chavichvili, A. Assatiani, I. Gobetchia.

Adresse : Association Géorgienne pour la S.D.N., 4, Impasse des Prêtres, Paris (16^e).



E5114E
1933